N°012 • Avril - Mai - Juin 2016

Les Echos du PNDP

Magazine d'informations du Programme National de Développement Participatif

www.pndp.org

PNDP III

La phase est lancée

Lire en Pp 18-19

HIMO - PNDP

Les chantiers donnent de l'espoir aux jeunes

Lire en Pp 28-43

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL DEVELOPMENT
MINEPAT

PNDP
Programme National de Développement Participatif

Le PNDP III œuvre davantage au renforcement des capacités...

... Institutionnelles des communes

... Humaines dans/autour de la commune

En plus, le PNDP a doté chaque commune d'une moto, d'un ordinateur et d'un GPS...

Ensemble, impulsons le développement local

CNC, Nouvelle route Bastos, Face PNUD
BP: 660 Yaoundé-Cameroun - Tél.: +237 222 213 664 - Fax: +237 222 213 663
Email : pndp@pndp.org - Site web : www.pndp.org

> Nos institutions se complètent progressivement et fonctionnent de manière exemplaire. La décentralisation est en marche et les Camerounais pourront bientôt participer plus directement à la gestion des affaires publiques. Aussi longtemps qu'une partie de notre population souffrira de la pauvreté, que l'égalité des chances ne sera pas garantie pour tous, que l'avenir de notre jeunesse sera incertain, notre tâche ne sera pas terminée (...)
>
> ***Message du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA à la Nation, le 31 décembre 2006.***

S.E. Paul BIYA
Président de la République du Cameroun

Philemon Yang
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Louis Paul Motaze
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)

Yaouba Abdoulaye
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification

Jean Tchoffo
Secrétaire Général du MINEPAT

SOMMAIRE

08 Agro-industrie
Bientôt, une usine de transformation de cacao à Kekem

15 PNDP III
1ère mission de supervision de la Banque Mondiale

22 AFD Paris
Rémy Rioux touche du doigt les réalités du Cameroun

26 Hervé Conan
Le 3e C2D accordera 13 milliards FCFA au PNDP

EDITORIAL
06 Le Pari de la 3ème Phase
07 Facing up the third phase

ESPACE MINEPAT
08 Agro-industrie : bientôt, une usine de transformation de cacao à Kekem

ACTUALITÉS
09 Formation : le MINATD renforce les capacités des élus locaux
10 17th NPOC : PNDP gets the nod for its budget
11 Supervision : visite d'un Administrateur de la Banque Mondiale
12 Planning : MINHDU and PNDP synchronize tools
13 PNDP III : un plan de communication pour la phase
14 Fête du Travail 2016 : le PNDP magnifie la valeur du travail
16 Supervision : the National Coordination Unit visits the regions
17 Imprégnation : le nouveau Directeur de de l'AFD-Cameroun reçu au PNDP

FOCUS
18 PNDP III : La dynamique officiellement lancée

NOS PARTENAIRES EN BREF
20 AFD : le PNDP salue l'action de Hervé Conan
21 AFD : Christian Yoka est le nouveau Directeur
23 Partenariat AIMF-UE : le PNDP présent aux travaux de Douala
24 Certification ISO 9001 : la SOPECAM convie le PNDP au lancement
25 FEICOM : des guides pour l'exercice des compétences transférées
25 Développement local : 2ème édition du Prix National des meilleures pratiques communales

DOSSIER
28 HIMO-PNDP : les chantiers donnent de l'espoir aux jeunes
29 Gobo : la commune du bec de canard patauge dans la joie
31 Guidiguis : l'approche HIMO a convaincu les sceptiques
32 Wina : a community works its way out of indolence
33 Hina : le torrent d'activités emporte les aspects négatifs de la vie
35 Moutourwa : l'axe Mogoudou – Damaï à nouveau praticable
36 Mindif : when youths mount the social stairway
37 HIMO-PNDP : l'insertion sociale en bout de chaîne
38 Approches HIEQ et HIMO : alternative au développement des territoires ruraux
39 Innovation : le PNDP teste un nouveau mode de paiement

PNDP EN CHIFFRES
44 Etat de mise en oeuvre du PNDP au 1er trimestre 2016

NOUVELLES DES RÉGIONS
45 Centre : 30 comptoirs réceptionnés à Somakai
45 Ouest - Microprojets : concertation entre prestataires et contrôleurs à Bafoussam
45 North West : the National Coordinator Visit To The Nyen Water Management Committee
46 Nord : touboro tient sa toute première aire d'abattage
46 Nord : Mohamadou Ousmaïla fait Chevalier de l'ordre du mérite
46 Littoral : suivi des microprojets dans le Moungo et en Sanaga Maritime

Directeur de la Publication :
Marie Madeleine Nga

Rédacteur en chef :
Kamdem Souop
akamdem@pndp.org

Comité éditorial :
Alphonse Boyogueno, Georges Nkami, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Frédéric Bandon, Peter Elangwe.

Equipe de rédaction :
Kamdem Souop, Yuh Timchia, Pierre Nka, Paul Charlot Elomo, Stéphan Kapto, Rostand Embolo, Perrier Fouelefack, Sylvestre Chegue, Augustin Bitchick, Hamadou Ousman, Palestine Mbarga.

Adamaoua :
Nana Maadjou

Centre :
Thomas Ongon, Willy Azebaze

Est :
Claudine Ashetkuemun

Extrême-Nord :
Antoine Degem, Makongo

Littoral :
Olivier Herman Bekack, Sophie Babouma

Nord :
Mohamadou Ousmaïla, Casimir Tekela

Nord-Ouest :
Bruno Daniel Nkandjo, Pascal Kolo

Ouest :
Boniface Megouo, Nzuno Elisabeth, Martin Sakam

Sud :
Florent Hugues Bessala

Sud-Ouest :
Atenchong David Nkem

Secrétaire de rédaction :
Kamdem Souop

Mise en page :
Lordric Kako

Impression :
Sopecam

Tirage :
5000 exemplaires

Abonnements :
lesechos@pndp.org

CNC
BP 660 Yaoundé-Cameroun
Email : pndp@pndp.org
Site web : www.pndp.org
Tél.: +237 222 213 664
Fax: +237 222 213 663

Le pari de la troisième phase

Par Marie Madeleine Nga

Vous avez entre les mains la 1ère édition de votre magazine comptant pour la troisième phase du Programme National de Développement Participatif. C'est un point de satisfaction en soi, mais surtout une invite à plus d'ardeur au travail, car à la faveur de cette phase dite de consolidation, l'équipe qui m'accompagne dans l'exaltante mission qui nous est confiée auprès des communes camerounaises a découvert à quel point le travail bien fait pouvait générer davantage de stress, de défis, de paris.

Le pari de la troisième phase, s'il fallait le résumer serait celui du mariage parfait entre consolidation des acquis des phases précédentes, appropriation des méthodes, outils et résultats par les bénéficiaires et autres parties prenantes, gestion des financements additionnels liés à la confiance que nos résultats nous permettent d'obtenir, pour aller toujours un peu plus loin dans l'expérimentation d'approches pouvant aider les communes à mieux assumer leur mission de développement local.

Et, dans cette édition, le dossier de la rédaction met en lumière une approche qui pourrait faire tâche d'huile dans les années à venir. En effet, l'opération HIMO dans le cadre du PNDP, initiée en 2015 pour répondre à une préoccupation spécifique du gouvernement dans la région de l'Extrême Nord, est en train de devenir une opération d'envergure, qui permettra d'atteindre les objectifs du Programme d'Aménagement du Territoire (PRODAT) dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est, régions en proie, non seulement à l'insécurité liée aux exactions de la secte terroriste Boko Haram, mais aussi subissent les effets néfastes de l'instabilité aux frontières du Cameroun. Si l'année dernière, 5 millions d'euros du Contrat Désendettement et Développement ont été alloués à l'opération, l'année 2016 s'achèvera avec un financement additionnel de 10 millions d'euros de l'Union Européenne dans le cadre du Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU).

Un reportage a été effectué dans les six communes de la région de l'Extrême-Nord qui bénéficient depuis le début de l'année des microprojets de mares et de routes rurales, à titre pilote. En parcourant les pages dédiées à cette activité, vous pourrez prendre la mesure de l'originalité de la formule expérimentée au PNDP. Non seulement, elle permet de réaliser des ouvrages utiles à la communauté, mais en plus elle crée de l'espoir au sein de la population jeune des communes de Hina, Wina, Gobo, Moutourwa, Mindif et Guidiguis. De l'espoir induit par les centaines d'emplois créés. De l'espoir né de la perspective d'une insertion au bout de la formation qui est menée autour des projets identifiés par ces jeunes comme leur activité première lorsque les chantiers seront achevés.

Espoir suscité, par la perspective d'un financement de l'Etablissement de microfinance qui accompagne l'opération. Espoir nourri par les premiers effets positifs de l'opération dans les localités : revenus familiaux accrus, meilleure alimentation domestique, premiers investissements dans le petit élevage, l'agriculture familiale et le petit commerce avec l'épargne effectuée volontairement par ces travailleurs. Espoir d'une vie améliorée à tout point de vue, avec d'ailleurs la relance de l'activité économique dans des zones qui avaient atteint le point mort.

Nous avons hâte de tenir le pari de cette phase. •

Si en 2015, 5 millions d'euros du Contrat Désendettement et Développement ont été alloués à l'opération, l'année 2016 s'achèvera avec un financement additionnel de 10 millions d'euros de l'Union Européenne dans le cadre du Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU).

Facing up to the third phase

By Marie Madeleine Nga

You are flipping through the pages of the maiden edition of your magazine since the launch of the third phase of the National Community-driven Development Program. Though this in itself gives us the nod to heave a sigh of contentment, it is above all a call to up the ante at work, because with this consolidation phase, the team that flanks me in the thrilling mission entrusted us to assist Cameroonian municipalities has found out how work that is well done could engender more stress, challenges, and hope.

The challenge of the third phase, if we had to sum it all up, would be to flawlessly tie together the consolidated gains of the previous phases, the appropriation of methods, tools and results by beneficiaries and other stakeholders and management of supplementary funding related to the trust we get thanks to our results which enables us to always go a step further with experimental approaches that can help municipalities better take ownership of their local development mission.

And in this edition, our special report highlights an approach that could speedily percolate through our society in the coming years. In fact, the Program's Labour-intensive Approach, initiated in 2015 in response to a specific government concern in the Far North region, is blossoming into a key drive, which will ease the attainment of the objectives of the Territorial Development Programme (PRODAT) in the Far North, North, Adamawa and East regions which are toting not only the brunt of insecurity linked to raids by the terrorist Boko Haram sect but pilloried by the adverse effects of instability on Cameroon's borders. The drive will end this year with an additional 10 million Euros injected by the European Union within the framework of its Unilateral Trust Fund (UTF), up from 5 million Euros allocated to it by the Debt Reduction-Development Contract in 2015.

A report was conducted in the six municipalities of the Far North region benefiting since the start of the year from small-scale water and rural road pilot schemes. As you go through the fifteen pages dedicated to this activity, you would grasp the originality of PNDP's time-tested approach. It not only allowed communities to acquire invaluable infrastructure. It nursed hopes in the youths of the municipalities of Hina, Wina, Gobo, Moutourwa, Mindif and Guidiguis. Hope initiated by the hundreds of jobs created. Hope fanned by the prospect of inclusion at the end of the training that the project is giving the youth who plan on making the work they did their main activity when the sites fold up. Hope in the prospect of receiving funding from the microfinance institution that accompanies the project. Hope in the initial positive effects of the project in localities: increased family income, better feeding, seed investments in the small-scale breeding of livestock, family farming and petty trading from savings made by the workers. Hope for a better life in every respect, with the revival of economic activity in areas which had screeched to a standstill.

We look forward to meeting the challenges of this phase. •

The drive will end this year with an additional 10 million Euros injected by the European Union within the framework of its Unilateral Trust Fund (UTF), up from 5 million Euros allocated to it by the Debt Reduction-Development Contract in 2015.

Agro-industrie

Bientôt, une usine de transformation de cacao à Kekem

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Louis Paul Motaze, a procédé à la pose de la première pierre de cette usine ultramoderne le 16 juin 2016.

30 mille tonnes de fèves par an, c'est la quantité de cacao qui sera transformée à raison de 4 tonnes par heure, dans l'usine de transformation de cacao de Kekem qui se dressera avec fière allure dans la ville éponyme, dans un peu plus d'un an et demi. Divers produits commerciaux tels que le beurre, la poudre de cacao verront ainsi le jour et plus de 8000 emplois permanents et environ 1000 emplois temporaires seront créés. Le coût total de ce projet initié par un promoteur privé s'élève à environ 9 milliards de FCFA. Le Gouvernement, grâce à sa politique d'accompagnement de l'investissement privé dans les filières agro-sylvo-pastorales, apporte un financement de 1,2 milliard de FCFA au projet, à travers le Programme Agropoles.

Pour le maire de la commune de Kekem, c'est une aubaine pour les populations, car cette initiative va revitaliser la culture cacaoyère dans la localité et stimuler *«la création des activités supplémentaires dans les domaines des finances, du commerce, de l'immobilier et du transport »*.

En procédant à la pose de la première pierre de l'usine, couplée au lancement officiel de cet Agropole de production, de transformation et de commercialisation du cacao de Kekem, le MINEPAT a présenté ses félicitations à Emmanuel Neossi, promoteur et digne fils de la localité pour cette initiative louable, qui selon lui, est une réponse à l'appel du Chef de l'Etat qui demande la modernisation de l'agriculture et la transformation locale de sa production, pour qu'elle soit bénéfique à l'économie et aux populations. Le MINEPAT était d'ailleurs accompagné pour la circonstance du ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Clémentine Ananga Messina, qui a apporté un appui aux populations, constitué des denrées alimentaires et des équipements agricoles. Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique, Fuh Calistus Gentry et le Gouverneur de la Région de l'Ouest, Awah Fonka Augustine étaient aussi présents, de même que plusieurs autres autorités et élites de la région de l'Ouest. •

8000 emplois permanents et environ 1000 emplois temporaires seront créés...

Source : MINEPAT

Formation

Le MINATD renforce les capacités des élus locaux

L'activité a été marquée par une série de formations itinérantes organisées du 11 mai au 9 juin 2016 dans plusieurs régions du pays.

René Emmanuel Sadi, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD) a lancé le 11 mai 2016 dans l'enceinte de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM), la série de formations régionales des maires. L'étape de Yaoundé concernait les acteurs locaux de la décentralisation des régions du Centre et du Sud.

Par la suite, un autre atelier de formation a eu lieu les 24, 25 et 26 mai 2016, à Douala pour les régions du Littoral et de l'Ouest. Dans cette même période, les élus locaux des régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest étaient réunis à Buea. Alors que les 31 mai, 1er et 2 juin 2016, une quatrième étape a eu lieu à Maroua pour les régions du Nord et l'Extrême-Nord. La clôture de cette série désormais traditionnelle a eu lieu les 7, 8 et 9 juin 2016 à Bertoua pour les régions de l'Est et l'Adamaoua.

Dans son discours d'ouverture du 11 mai 2016, René Sadi a saisi l'occasion de s'exprimer sur les manquements observés dans le processus de décentralisation au Cameroun. *« Même si l'on note un fonctionnement globalement satisfaisant des organes et des services communaux à travers la République, il y a toutefois lieu d'indiquer que les difficultés de collaboration existent, ici et là, notamment entre les membres de l'exécutif municipal, qui, malheureusement, ont une incidence négative sur le fonctionnement des communes concernées »* a-t-il indiqué.

René Sadi a aussi indiqué l'importance des organigrammes types dans certaines communes. En réalité, l'on constate une mise en œuvre aléatoire à travers des recrutements fantaisistes, sans commune mesure avec les capacités financières réelles desdites communes.

Autres manquements et non des moindres, le MINATD a posé son regard sur l'action internationale des maires davantage poussés vers la coopération décentralisée internationale au détriment des regroupements locaux. *« Si l'on doit reconnaitre et saluer sa contribution à notre processus de décentralisation, l'on doit de même s'interroger sur les retombées réelles et la valeur ajoutée qu'apportent à nos communes et à leurs habitants, cette propension forte de nos magistrats municipaux à effectuer des déplacements à l'extérieur sous le prétexte de la recherche de partenariats ou de voyages d'étude et d'échanges d'expériences, qui le plus souvent n'ont aucun rapport avec nos réalités et notre contexte »*, a constaté le Ministre.

Le MINATD a expliqué qu'ils souffrent de problèmes liés à la philosophie même de ces transferts, avec des projets inscrits au budget sans lien avec le PCD

Pour ce qui est des transferts des ressources, le MINATD a expliqué qu'ils souffrent de problèmes liés à la philosophie même de ces transferts, avec des projets inscrits au budget sans lien avec le Plan Communal de Développement (PCD). Une planification contraire aux exigences des circulaires du Président de la République signées pour la préparation du budget de l'Etat. Depuis, 2012, cette circulaire présidentielle place le PCD au centre des mécanismes présidant à la préparation du budget d'investissement public. •

17th NPOC

PNDP gets the nod for its budget

The National Pilot and Orientation Commission (NPOC) for the PNDP reviewed the implementation of the Program during its 17th session on April 26, 2016 at the Yaounde Hilton Hotel.

The national supervisory body for the PNDP is charged with steering the implementation of the Program, and given this status it defines and orients its operations. It is placed under the authority of the Ministry of Economy, Planning and Regional Development (MINEPAT) and presided by the ministry's secretary general. He is assisted by his colleagues from ministries involved in the implementation of the program, technical and financial partners, mayors and the civil society.

The session was unique and special given that it was the first sitting of the commission in the Program's third phase which kicked off with the signatures of a credit accord on February 3, 2016 between MINEPAT and the World Bank, followed by the effective commencement of use of the credit on April 1, 2016.

During the session, the National Coordinator presented last year's report as well as the work outline and budget for the current year. After thrashing every item on the session's agenda, an annual budget of 36,073,633,692 FCFA was unanimously agreed upon. 85 per cent of the purse will be allocated to the first two components of the Program which lay stress on grassroots development and supporting the decentralization process. During the course of 2016 which marks the first year the third phase of the Program is being implemented, the Program will seek to round off projects in relating to REDD+, the Labour-Intensive Approach and Community Radio Stations bankrolled by the C2D ; covering new municipalities and funding the production of communal development plans and other related actions. •

After thrashing every item on the session's agenda, an annual budget of 36,073,633,692 FCFA was unanimously agreed upon.

Supervision

Visite d'un Administrateur de la Banque Mondiale

Seydou Bouda, Administrateur adjoint de la Banque Mondiale pour les pays d'Afrique francophone, a effectué une visite de travail au Cameroun les 6 et 7 avril 2016.

En marge de la réunion des ministres et des gouverneurs des banques centrales de la zone franc, Seidou Bouda, ancien Ministre de l'Economie et du Développement au Burkina Faso, a séjourné dans la région du Sud-Cameroun, après une visite à l'Hôpital Gynéco-Obstétrique de Yaoundé.

Dans la commune de Ngoulemakong, il a échangé avec les agriculteurs réunis au sein de la Société Coopérative des Producteurs de Manioc de l'Arrondissement de Ngoulemakong (SOCOOPROMAN), créée en juillet 2013, cette coopérative bénéficie d'un financement de 442 millions de FCFA dont 50% sont supportés par le Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles (PIDMA) et 40% par une banque commerciale de la place.

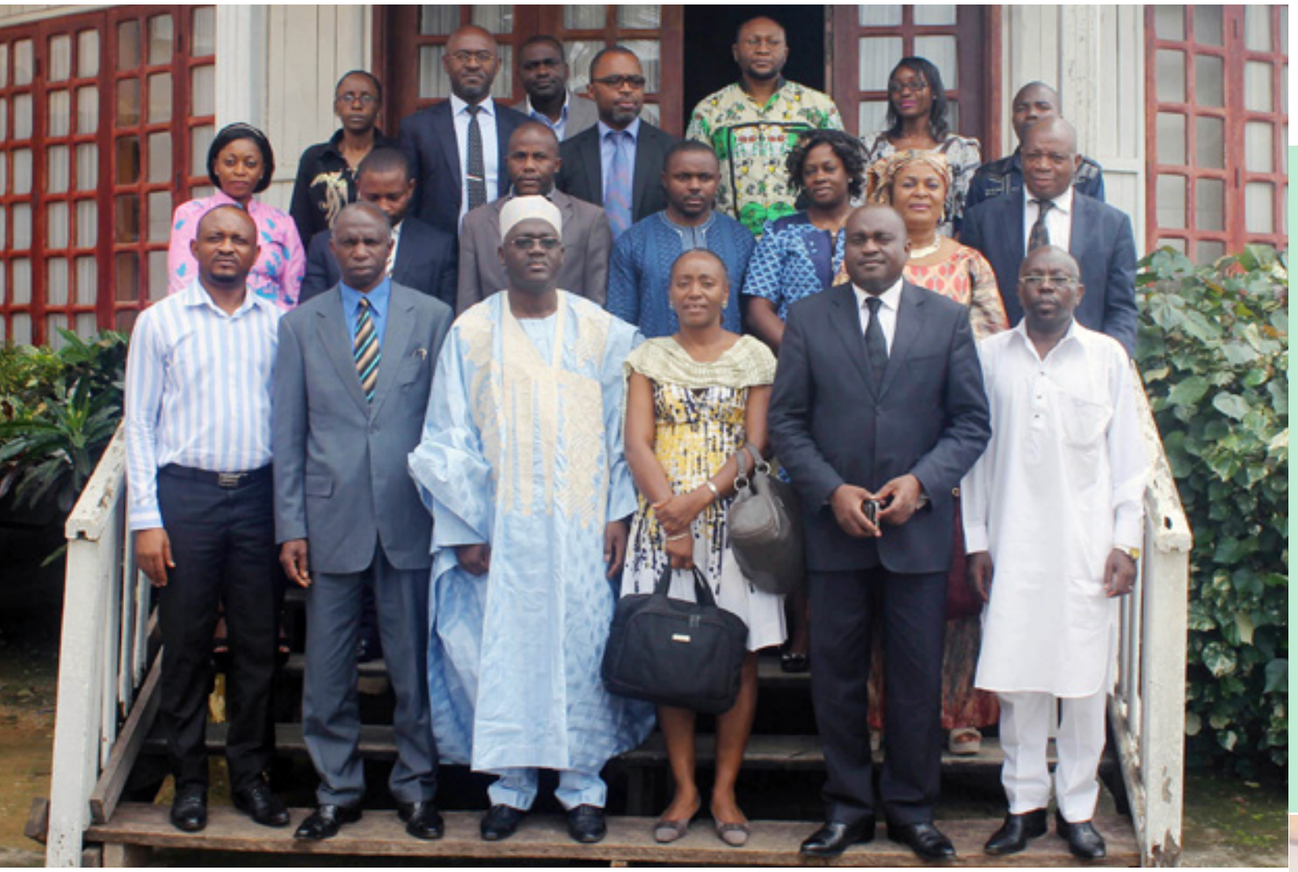
Puis, Seidou Bouda a visité le Complexe commercial de Ngoulemakong, composé d'un hangar, de 30 boutiques et d'un bloc de 4 latrines. Cet ouvrage a été construit en 2007 sur co-financement de la commune et du PNDP dont une participation de 67 millions FCFA du Programme représentant 85% de l'enveloppe. Cet investissement permet aujourd'hui à la commune de gagner environ 5 millions de FCFA de recettes propres par an.

A chaque étape, Seidou Bouda a tenu à recueillir les avis des bénéficiaires. Ce qui lui a permis, à la fin de sa visite, de féliciter le Cameroun pour la mise en œuvre des deux projets qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations à la base. •

Le complexe commercial de Ngoulemakong co-financé par le PNDP permet aujourd'hui à la commune de gagner environ 5 millions de recettes propres par an.

Planning

MINHDU and PNDP synchronize tools



Forty-eight hours. That's how long it took officials from the two bodies to think up an approach that will bring both of their development roadmaps in step.

The execution of urban development outlines and communal development plans tools produced under the aegis of the Ministry of Housing and Urban Development (MINHDU) and the National Community-Driven Development Program (PNDP) respectively has been harmonized. Over twenty participants avidly worked out guidelines for the coordinated implementation during a workshop in Kribi from April 21-22, 2016.

The workshop which was opened by MINHDU Secretary General, Ahmadou Sardaouna, saw the participation of officials from the Ministry of Economy, Planning and Regional Development (MINEPAT), the Ministry of Territorial Administration and Decentralisation (MINATD), the Ministry of Finance (MINFI), the Special Council Support Fund (FEICOM), the Urban Development and Water Extension Programme (PDUE), United Towns and Cities of Cameroon (CVUC) and PNDP.

After a series of presentations which hinged on planning tools for urban and communal development, working sessions during the workshop centered on defining a concerted intervention framework between communal development plans and urban development plans, funding the production of urban development plans, requirements for the implementation of communal development plans and urban development plans, planning contracts, town planning contracts and partnership protocols. •

Over twenty participants avidly worked out guidelines for the coordinated implementation during a workshop in Kribi from April 21-22, 2016.

PNDP III

Un plan de communication pour la phase

Il obéit aux objectifs de la 3ème phase du PNDP (2016-2020) officiellement lancée le 10 mai 2016 à Yaoundé.

Cette phase qui est celle de la consolidation des acquis est marquée par des innovations majeures. Outre la transparence et la redevabilité, un accent sera mis sur l'impulsion d'une économie locale, la mise en place d'un guichet performance des communes. En bonne place dans cette dynamique, la mise en oeuvre des solutions endogènes de développement par les populations à la base. Ceci à travers les Comités de Concertation et les Comités de Gestion des ouvrages construits.

C'est dans cet optique que la cellule de communication du PNDP s'est engagée dans l'élaboration d'un plan de communication pour la période 2016-2020. Ceci à la faveur d'un atelier qui a regroupé à Buea des experts du domaine dont, Alex Mimbang, Chef de division de la Promotion des Relations Publiques et de la Communication au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire(MINEPAT),Jean Atangana, Responsable de la communication à l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME), Odilia Hebga, Chef de la Cellule de la Communication du bureau de la Banque mondiale au Cameroun et Urbain Voula, Directeur de l'agence CREATIVA.

Du 10 au 14 avril 2016 à Buea, ces acteurs ont planché sur le bilan des actions de communication pour la période 2013-2016, les cibles, les objectifs de communication, le positionnement et la signature du PNDP 3, mais aussi le plan d'action et le budget y attaché ainsi que les outils de suivi-évaluation... La présence de ces experts de haut vol a donné lieu à de longs échanges dans une a mbiance conviviale. Au lan struct uré et adapté aux défis et à la démarche envisagée dans cette 3ème phase. •

Un plan structuré et adapté aux défis et à la démarche envisagée dans cette troisième phase.

Fête du Travail 2016

Le PNDP magnifie la valeur du travail

Le 1er mai 2016 avait une coloration particulière au PNDP.

Le travail est au centre de la vie du personnel du PNDP. En effet, c'est un environnement ou le personnel a toujours le nez dans le guidon en semaine, les week-ends et même les jours fériés. La célébration officielle du travail, la première du genre au Programme, avait donc une signification particulière. Par ailleurs, cette célébration intervient comme une reconnaissance des efforts consentis par le personnel, au moment même ou le Programme entre dans sa troisième phase.

Ainsi, le personnel de la Cellule Nationale de Coordination, de la Cellule Régionale de Coordination, parents et amis se sont retrouvés, autour du Coordonnateur National, dans l'esplanade arrière du siège du PNDP à Yaoundé. Plusieurs articulations ont ponctué cette 130éme édition de la fête du Travail. Outre le discours de Madame Marie Madeleine Nga, les participants ont eu droit à deux exposés et deux intermèdes. Messieurs Charles Okala et Robert Ondoua, ont présenté respectivement des exposés sur la sécurité au travail et la gestion des extincteurs en cas d'incendie, ainsi que sur le travail responsable comme plate forme source d'épanouissement. Le travail a été magnifié à travers un chant interprété par un groupe de femmes du PNDP, ainsi que par les prestations du groupe humoristique Keguegue International. Tous les intervenants sont revenus sur la valeur cardinale du travail. Un son de cloche unanime qui s'accorde avec le thème général de cette édition « *Responsabilité Sociale des entreprises et des syndicats pour le travail décent* ».

A tous, le Coordonnateur National a témoigné sa gratitude, tant les efforts de chacun contribuent, d'une manière ou d'une autre à la bonne marche du Programme. La coupure d'un gâteau sera encore l'occasion pour Marie Madeleine Nga, de féliciter l'ensemble du personnel pour l'action citoyenne engagée en décembre 2014, lors de la célébration du 10ème anniversaire du PNDP. Plus de 14 millions de FCFA, représentant la contribution du personnel, avaient été collectés pour des projets auprès des centres pour malvoyants et centres pénitentiaires. Une adduction d'eau potable à la prison centrale de Kondengui, couplée à des remises de dons dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua, du Sud-ouest et du Littoral, ont ainsi pu être réalisées.

> ***Les efforts de chacun contribuent, d'une manière ou d'une autre à la bonne marche du Programme.***

La fête du 1er Mai 2016 a ainsi donné l'occasion de lancer la deuxième phase de cette opération citoyenne pour accompagner les 5 régions restantes. •

PNDP III

1ère mission de supervision de la Banque Mondiale

Nicolas Perrin, Spécialiste Secteur Rural et Chargé de projet du PNDP III, a conduit la toute première mission de supervision de la nouvelle phase sur le terrain.

Cette mission a été marquée par la participation de Nicolas Perrin à l'atelier de lancement officiel de la phase. Elle lui a aussi permis de rencontrer un certain nombre d'officiels.

Au cours de cette mission qui s'est déroulée du 17 au 20 mai 2016, l'équipe a rencontré Grégoire Mvongo, le gouverneur de la Région de l'Est, les sous-préfets et maires de Dimako, Messamena et Ndelele ainsi que les peuples pygmées de certains villages de ces communes, bénéficiaires du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) mis en œuvre par le PNDP.

A ces différentes occasions, la mission a pu mesurer le travail effectué par le Programme avec l'implication des communes à travers le Chef Service de l'Action Sociale mis à leur disposition par le Ministère des Affaires Sociales (MINAS).

Des constats faits sur le terrain, il ressort la nécessité d'accroître le nombre de représentants des peuples pygmées dans les plateformes de concertation présidées par les sous-préfets territorialement compétents, mais aussi une plus grande animation desdites plateformes avec un accompagnement des bénéficiaires pour une meilleure appropriation des initiatives leur permettant de gagner en autonomie, notamment en éducation et agriculture. •

> ***Il ressort la nécessité d'accroître le nombre de représentants des peuples pygmées dans les plateformes de concertation***

Supervision

The National Coordination Unit visits the regions

From 22nd to 31st May 2016, the staff of the National Coordination Unit was deployed on the field

Within the framework of following up and evaluating the activities of PNDP's Regional Coordination Units, supervision missions are regularly being deployed to the regions to prop and boost them technically and logistically. The intention is to ensure Regional Coordination Units don't outweigh one another in terms of knowhow in the furtherance of the Program's goals.

Five teams have been deployed. The first was led by the National Coordinator covers the West and North West regions while the second which visited the Centre and South regions was led by the Socio-Environmental Expert. The team visiting the Far North and North regions was led by the Technical Coordinator for Infrastructure. The fourth deployed to the East and Adamawa regions was headed by the Follow Up and Evaluation Officer and the fifth visiting the Littoral and South West region was led by the Training and Capacity-Building Officer.

Each team met the Governor and other administrative authorities of the regions they visitied to get their appraisal of the Program's activities. This was followed by meetings with Mayors and their constituents during field trips to see the works of concertation and management commissions firsthand.

These actions will enable the teams to take note of good practices and pick out loopholes,

These actions will enable the teams to take note of good practices and pick out loopholes, data that will serve as fodder for the methodology workshop on the commencement of the Program's third phase. •

Imprégnation

Le nouveau directeur de l'AFD-Cameroun reçu au PNDP

Il s'agissait de la première rencontre officielle entre Christian Yoka et Marie-Madeleine Nga

A la faveur de sa toute première réunion avec un programme sectoriel du portefeuille de l'Agence Française de Développement (AFD) au Cameroun, Christian Yoka, tout nouveau directeur de l'AFD en remplacement de Hervé Conan, arrivé en fin de séjour en mai 2016, a eu une séance de travail dans les locaux du PNDP le 2 juin 2016.

Le Coordonnateur National, à cette occasion, était entouré de ses plus proches collaborateurs. Christian Yoka s'est dit impressionné par la présentation des résultats à date des interventions diverses du PNDP. Il a relevé que cette bonne impression est confirmée par ailleurs par les sollicitations qui se multiplient de la part d'autres bailleurs, à l'instar de l'Union Européenne qui vient rejoindre la longue liste des Partenaires Techniques et Financiers ayant décidé d'accompagner le Programme depuis 12 ans.

Pour les Etats africains, qui sont jeunes, a t il souligné les investissements les plus importants devraient toucher au ***« soft »,*** aux habitudes et mentalités dans le cadre d'une ingénierie à affiner davantage avant de toucher aux infrastructures.

Les investissements les plus importants devraient toucher au « soft », aux habitudes et mentalités

Parlant de la pérennisation du PNDP, il a redit son intérêt de voir l'étude envisagée à l'AFD et l'audit opérationnel du PNDP s'effectuer dans la même période afin de fournir aux décideurs politiques tous les scenarii possibles relatifs au format de l'institution envisagée et aux modes de financement de celle-ci.

Pour conclure, il s'est dit disposé à effectuer dans les meilleurs délais une visite de terrain, pour coller à la réalité des chiffres présentés celle du terrain. •

PNDP III

La phase est lancée

« Je déclare officiellement lancées les activités de la troisième phase du Programme National de Développement Participatif (PNDP) ».

C'est par cette phrase solennelle que Abdoulaye Yaouba, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) chargé de la Planification, a ouvert les travaux de l'Atelier de lancement de la troisième phase du PNDP, le 10 mai 2016.

Pendant deux jours, les représentants des ministères sectoriels, les partenaires techniques et financiers, les bénéficiaires et la société civile ont été édifiés sur le bilan du PNDP II ainsi que les innovations majeures de la phase III.

Quatre panels ont été identifiés pour discuter, entre autres, sur les thématiques de gouvernance locale et transfert des compétences aux Collectivités Territoriales Décentralisées, recouvrement et sécurisation des recettes fiscales au sein des communes, et du rôle de la commune et des communautés dans la mise en œuvre des solutions endogènes. Les débats, de haut vol, ont été modérés par David Abouem à Tchoyi, ancien ministre. Les maires venus des dix régions, les experts de l'Association Internationale des maires Francophones (AIMF), de la Coopération coréenne, du Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local de la Coopération allemande (PADDL-GIZ), pour ne citer que ceux là, ont disséqué les différents thèmes pour le bonheur des participants résolument engagés à accompagner le gouvernement, à travers le PNDP, sur la voie d'un développement local efficient.

Elisabeth Huybens, Directrice des Opérations de la Banque Mondiale au Cameroun, se félicitera de ce que le PNDP enclenche cette troisième phase entouré de plusieurs partenaires techniques et financiers, notamment l'Union Européenne qui se joint à la Banque mondiale et l'Agence Française de Développement. Pour elle, cela témoigne de la réussite et du succès du PNDP.

Cet atelier de lancement fait suite à la signature de l'accord de crédit entre le gouvernement et la Banque Mondiale, le 3 février 2016 pour un montant de 70 millions de dollars, ainsi que de la mise en vigueur dudit accord le 1er avril dernier.

La 3ème phase devrait concentrer 48% des fonds dédiés à la composante développement local pour les financements en faveur des communes des régions septentrionales et de l'Est confrontées à la pauvreté, à l'insécurité et à l'afflux des réfugiés. De plus, les communes seront éligibles à deux guichets différents : le guichet équité et le guichet performance. Le premier pour les allocations aux communes sur la base des critères sociaux, tandis que le deuxième s'appuie sur les critères sélectifs liés à la transparence, la redevabilité et l'appropriation de la démarche participative promue par le PNDP. Pour finir, l'on a noté la joie des maires des communes d'arrondissement qui rejoignent la barque du développement local pour que se poursuive le travail enclenché sur les 2 premières phases dans les 329 communes des zones rurales. •

La 3ème phase devrait concentrer 48% des fonds aux communes des régions septentrionales et de l'Est confrontées à la pauvreté, à l'insécurité et à l'afflux des réfugiés.

L'atelier de lancement 3e phase en images

AFD

Le PNDP salue l'action de Hervé Conan

Appelé à occuper d'autres fonctions, l'ex Directeur de l'AFD-Cameroun a été célébré au cours d'une soirée Karaoké.

« ***Ce n'est qu'un aurevoir».*** C'est à travers ce chant populaire qu'Hervé Conan a répondu à la cérémonie chaleureuse, colorée et empreinte d'émotions que lui a offerte le Coordonnateur National du PNDP le 29 avril 2016 à l'hôtel Azur de Yaoundé. C'était en présence de Jean Tchoffo, Secrétaire général du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, des cadres de l'Agence Française de Développement au Cameroun et du staff du Programme National de Développement Participatif.

Le charisme, l'engagement, la détermination, la hardiesse de l'infatigable Directeur qui quitte le Cameroun après un séjour de près de trois ans auront été soulignés dans les allocutions de Jean Tchoffo et de Marie Madeleine Nga. La coopération Cameroun-France, au travers de l'AFD, aura connu un dynamisme certain pendant son séjour. Le PNDP se félicite du démarrage, sous sa conduite, de l'opération à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO), du volet Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD+) et du projet national des Radios communautaires, ainsi que de nouveaux financements de l'Union Européenne.

L'invité d'honneur dira merci pour toute cette marque d'attention, mais à sa manière. Il fera découvrir ses talents cachés de chanteur, créant une ambiance encore plus chatoyante. Comme souvenir, il lui sera offert un tableau, un maillot de football qui retrace ses qualités de capitaine et meneur, mais aussi le courage de celui qui n'a jamais hésité à se rendre chaque fois à l'Extrême-Nord pour suivre l'évolution des travaux de l'opération HIMO.

La coopération Cameroun-France, au travers de l'AFD, aura connu un dynamisme certain pendant son séjour.

Hervé Conan quitte le Cameroun pour rejoindre le siège de l'AFD à Paris et est remplacé par Christian Yoka, jusque là Directeur régional de l'AFD en charge de l'Ethiopie, du Soudan et du Sud-Soudan. •

AFD

Christian Yoka est le nouveau directeur

Source : Journalducameroun.com

Il a pris ses fonctions le 18 mai 2016 en remplacement de Hervé Conan qui vient de passer trois ans au Cameroun.

A sa nomination, Christian Yoka était directeur de l'Agence Française de Développement en charge de l'Ethiopie, du Soudan et du Sud-Soudan. Depuis le 18 mai 2016, il a officiellement pris ses fonctions comme nouveau directeur de l'AFD à Yaoundé. Ce diplômé de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne en droit des affaires en 1997, étendra aussi son action en République Centrafricaine.

En prenant les commandes de l'AFD à Yaoundé, Christian Yoka trouve une institution fortement impliquée dans différents secteurs socio-économiques au Cameroun. Ainsi, en est-il du concours de l'AFD dans la région du Littoral en ce qui l'aménagement urbain. Il s'agit notamment des accès Est et Ouest de la capitale économique, mais aussi de la construction du second pont sur le Wouri. Christian Yoka portera aussi son regard sur d'autres projets d'aménagement urbain à Bertoua, Garoua et Bafoussam sur financement du C2D.

Christian Yoka arrive au moment où l'AFD participe aux projets d'adduction d'eau dans le cadre de la construction d'une station de la Mefou pour produire 50 000 m³ d'eau par jour. Des missions familières de l'action de Christian Yoka dans les différents postes qu'ils a occupés à l'AFD, qu'il a intégré en avril 2003. D'août 2009 à août 2013, il a été directeur de l'AFD en République Démocratique du Congo. Bien avant, le titulaire d'un Master en droit, finances et banque internationale de l'Ecole de droit de l'université de Boston, a été coordonnateur régional à l'AFD entre septembre 2005 et août 2009. •

Christian Yoka portera aussi son regard sur d'autres projets d'aménagement urbain à Bertoua, Garoua et Bafoussam sur financement du C2D.

AFD Paris

Rémy Rioux touche du doigt les réalités du Cameroun

Le tout nouveau Directeur Général de l'Agence Française de Développement (AFD) a effectué une visite de terrain dans la commune d'Obala, région du centre, le 11 juin 2016.

C'est sous une pluie battante que Rémy Rioux est arrivé à Nkometou. Pour cette première visite à l'étranger depuis sa nomination le 25 mai 2016 et sa prise de service le 2 juin dernier, Rémy Rioux a visité des projets financés par son institution dans le volet agropastoral, l'électrification rurale et des ouvrages marchands dans la commune d'Obala.

Dès son arrivée à Nkometou, Rémy Rioux est allé visiter la porcherie de Jeanne d'Arc Onguene, 33 ans, célibataire et mère de trois enfants. Elle a présenté son exploitation mise en place avec l'appui du Programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Agropastorales Familiales (ACEFA). Mme Onguené a suivi en 2012 une formation au Centre de Formation Rural d'Evodoula. C'est là qu'elle a acquis les techniques d'élevage et des cultures maraîchères. Bilan d'activité économique satisfaisant pour la jeune dame en 2015. 180 000 FCFA pour la vente de 30 cageots de tomates, 100 000 FCFA pour la vente de pastèques, 150 000 FCFA pour la vente de 6 porcelets et 400 000 FCFA pour 6 porcs engraisseurs Pour l'année 2016, les prévisions sont presque similaires. La campagne 2017, dévoile que trois bandes de 500 poulets seront désormais introduites par an. Et en 2018, Jeanne d'Arc Onguené entend se lancer dans la culture du cacao sur les deux hectares qu'elle a déjà achetés. Ces ambitions ne sont pas très éloignées du plan de développement du GIC des producteurs de cacao et éleveurs de Mengana à une dizaine de kilomètres d'Obala. Cette localité visitée par Rémy Rioux a besoin de routes pour l'écoulement des produits agricoles.

> ***Cette localité visitée par Rémy Rioux a besoin de routes pour l'écoulement des produits agricoles.***

Concernant les microprojets du PNDP dans la commune d'Obala, il a pu voir l'électrification d'une zone regroupant 29 054 habitants. Ce projet a été financé à hauteur de 25 067 543 FCFA dont 22 560 789 FCFA provenant du PNDP et 2 506 754 FCFA versés par la commune. Selon les riverains, « *l'éclairage public a fortement réduit l'insécurité et a amené les populations à développer des activités génératrices de revenus pendant la nuit* ». Entraînant aussi un accroissement des recettes de la commune. Le projet de construction d'un hangar de marché de 28 comptoirs à Nkometou III a également été visité par le Directeur Général de l'AFD. Sur financement du PNDP et de la commune pour un montant global de 23 798 764 FCFA, l'ouvrage, encore au niveau des fondations sera livré dans 90 jours pour une population cible de 137 014 habitants. •

Partenariat AIMF-UE

Le PNDP présent aux travaux de Douala

Le but était de participer à la réunion des groupes de plaidoyer sur les « finances locales et les services essentiels »

Dans le cadre des activités du Partenariat Stratégique qui la lie à l'Union Européenne sur la période 2015-2020, l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) a organisé en partenariat avec la Communauté Urbaine de Douala la réunion des Groupes de plaidoyers sur les «*Finances locales*» et les «*Services essentiels* » du 10 au 12 mai 2016 dans la capitale économique du Cameroun.

L'événement placé sous le haut patronage du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD) a été officiellement ouvert par Jules Doret Ndongo, Ministre délégué auprès du MINATD chargé des Collectivités Territoriales Décentralisées.

Les travaux ont été découpés en ateliers par pays pour capitaliser les expériences spécifiques et enrichir les débats en plénière. Sonia Masse, Comptable à la Cellule Nationale de Coordination qui y représentait le PNDP a saisi l'occasion pour faire valoir les résultats importants obtenus par le Programme dans le projet de modernisation de la chaîne budgétaire et comptable de 329 communes du Cameroun, grâce au progiciel SIM_ba gracieusement offert aux municipalités du Cameroun par l'AIMF. •

> ***Les ateliers par pays ont permis de capitaliser les expériences spécifiques et enrichir les débats.***

Certification ISO 9001

La SOPECAM convie le PNDP au lancement

Le 29 avril 2016, la Société de Presse et d'Edition du Cameroun a organisé la cérémonie de lancement de son processus de certification à la norme ISO 9001.

Le PNDP, aux côtés de nombreux autres acteurs, a été invité à la cérémonie marquant cet important événement dans la vie de cette entreprise quadragénaire. L'ambition et la vision portées par la Directrice générale justifient une telle démarche qui, de l'avis de Marie Claire Nnana, constitue plus qu' «*un tremplin vers la rentabilisation optimale des équipements* ». A cela pourrait s'ajouter les exigences des clients, la diffusion et le développement des nouvelles technologies, la libéralisation des échanges, l'ouverture de la structure au marché international. Toutes les choses qui rendent indispensable le processus de certification enclenché.

L'arrimage à un tel processus engage l'imprimerie à l'amélioration de la qualité de service, la maîtrise des process, des budgets ainsi que des économies d'échelle. Il constitue un véritable gage de confiance et de crédibilité vis-à-vis des clients tout en garantissant le développement de nouveaux marchés.

D'ici 2019, il sera question d'effectuer, entre autres, un diagnostic de l'entreprise, de mesurer, contrôler et suivre les paramètres de production, de former le personnel à l'audit interne, de mettre à jour le système documentaire.

La cérémonie a été agrémentée par une visite guidée qui a permis de découvrir la grosse infrastructure qui permet au lecteur de tenir un document imprimé entre ses mains. Les invités ont été émerveillés par l'arsenal d'imprimerie qui va : de la presse Heidelberg CD 102 quatre couleurs d'une capacité d'impression de 14 000 feuilles par heure, à la rotative de presse KBA COMET capable de produire 75 000 journaux par heure, en passant par la chaîne de fabrication des calendriers, des massicots, de la plieuse et de la pelliculeuse automatiques. Le hasard du calendrier a voulu que le magazine en production ce jour là soit justement le 11e numéro des Echos du PNDP.

De l'avis de Marie Claire Nnana, une telle démarche constitue plus qu' «un tremplin vers la rentabilisation optimale des équipements».

Satisfecit général du Directeur Général de l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR), Charles Booto à Ngon, maître d'œuvre du projet, des Directeurs généraux du Crédit Foncier et du FEICOM, ainsi que du Coordonnateur National du PNDP, pour ne citer que ceux là. •

FEICOM

Des guides pour l'exercice des compétences transférées

Ces documents ont été remis aux élus locaux en avril 2016 à Yaoundé

50 pages en français et le même nombre pour la version anglaise, c'est la formule choisie par le Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) pour faciliter le passage du transfert théorique des compétences à leur mise en œuvre efficiente dans les communes du Cameroun. En effet, depuis le décret du Premier ministre du 26 février 2010 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière d'éducation de base, les maires ont désormais la responsabilité de construire, d'équiper et d'entretenir les écoles maternelles et primaires ainsi que les établissements préscolaires de leur territoire.

Le maire a aussi la charge de veiller à l'acquisition des matériels et fournitures scolaires ainsi que le recrutement et la prise en charge du personnel d'appoint desdits écoles et établissements. Mais quatre ans après le transfert effectif des compétences aux communes «*l'on a constaté de nombreux dysfonctionnements et une mauvaise exécution des travaux sur le terrain*», reconnaissait René Emmanuel Sadi, le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation en octobre 2014.

Le constat dressé par René Emmanuel Sadi concerne «*la qualité approximative des infrastructures réalisées et la méconnaissance des stratégies sectorielles ainsi qu'une collaboration peu effective entre les services déconcentrés de l'Etat et les communes*».

Youssouf Hadidja Alim, Ministre de l'Education de base voit en ce guide l'opportunité offerte aux communes pour « *l'exécution des compétences déjà transférées, notamment le développement des infrastructures scolaires et la gestion du paquet minimum* ». •

Développement local

2ème édition du Prix National des meilleures pratiques communales

Le vainqueur recevra une prime spéciale estimée à 50 millions de FCFA

La 2ème édition du Prix National des meilleures pratiques communales de développement local du Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) était attendue depuis 2015. C'est finalement le 22 avril 2016 que René Emmanuel Sadi, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, a procédé au lancement de cette 2ème édition.

En partenariat avec ONU-Habitat, le FEICOM veut amener les Collectivités Territoriales Décentralisées à adopter les meilleures pratiques de développement susceptibles d'améliorer le cadre et les conditions de vie des populations.

Ce prix vise à récompenser les initiatives novatrices ou ayant contribué de façon remarquable et durable à la croissance et à l'amélioration du cadre de vie des populations. Les domaines à valoriser concernent la gestion des ressources, la gestion des équipements et des infrastructures, la gouvernance locale et le développement durable dans les 360 communes et les 14 communautés urbaines du Cameroun.

Le prix est doté d'une valeur de 100 millions de FCFA. Les trois premiers recevront respectivement 50 millions de FCFA, 20 millions de FCFA et 10 millions de FCFA. De même, dix prix spéciaux d'une valeur de 2 millions de FCFA chacun seront remis par région. Selon les usages du Fonds, il s'agit « *des avoirs au niveau de l'entreprise qui peuvent servir de contrepartie communale pour l'amélioration ou l'extension de la pratique gagnante, ou la réalisation d'un projet dans un domaine éligible aux prix et respectant les mécanismes de financement du FEICOM* », a expliqué Philippe Camille Akoa, Directeur Général du FEICOM.

Au cours de la première édition organisée en 2011, le jury avait reçu 138 soumissions émanant de 108 communes. En dernier ressort 26 soumissions avaient été présélectionnées en février 2012. Au bout du processus conduit par Dady Diagne, ancien parlementaire-maire sénégalais et fondateur du Partenariat pour le développement municipal (PDM), c'est la commune de Bangangté qui avait été présentée comme disposant de meilleures pratiques dans le domaine de l'accès à l'eau potable et l'assainissement avec la construction des toilettes écologiques. •

Hervé Conan

Le 3e C2D accordera 13 milliards FCFA au PNDP

Directeur de l'AFD en fin de séjour au Cameroun, après trois ans, M. Conan dresse un bilan non exhaustif de son action en faveur du développement local.

Quels souvenirs garderez-vous de votre séjour au Cameroun ?

Un très bon souvenir, lié en particulier à la qualité du dialogue que j'ai pu avoir avec nos partenaires et la relation de confiance que nous avons pu développer. Je crois qu'ensemble nous avons pu faire progresser les activités sur le terrain afin d'améliorer concrètement les services aux populations, ce qui est in fine l'objectif d'une agence de développement. Ce fut une action collaborative qui a généré des évolutions dans nos pratiques, mais aussi des innovations dans les solutions mises en œuvre sur certains domaines.

On vous a vu engagé sur plusieurs fronts, multipliant les visites de terrain, y compris dans des zones à risques. Avez-vous le sentiment d'avoir fait bouger quelques lignes dans les relations franco-camerounaises ?

Les visites de terrain sont avant tout une nécessité pour mieux comprendre les problématiques auxquelles nous devons répondre, mieux comprendre les attentes des populations, mieux évaluer la qualité des réalisations que nous appuyons, leurs impacts sur le terrain et les évolutions à intégrer aux approches menées pour être encore plus efficace par rapport aux objectifs définis conjointement avec le Gouvernement du Cameroun.

Ces visites de terrain sont aussi l'opportunité de rappeler que la France est un partenaire engagé au Cameroun via divers outils comme le Contrat de désendettement et développement pour lequel l'AFD est l'opérateur français. Avec le 3ème C2D en cours d'instruction, ce sera près de 1000 milliards de FCFA d'aide au développement sur 20 ans, les prêts souverains à l'Etat camerounais de l'ordre de 600 milliards de FCFA depuis 2010 pour le financement d'infrastructures majeures, les prêts non souverains pour accompagner les entreprises publiques et quelques initiatives privées dans les secteurs sociaux, ou encore les garanties bancaires pour favoriser l'accès au financement des PME.

Je crois que l'effort collectif de «l'équipe France» au service du développement du Cameroun et des relations entre nos deux pays, mené ces dernières années sous la houlette de l'Ambassadrice de France a permis de mieux faire connaitre l'accompagnement multiforme de la France au programme de développement du Gouvernement et aux différentes initiatives des secteurs privé et associatif.

Vous vous êtes beaucoup engagés aux côtés du PNDP pendant ces trois années. Quelles appréciations faites-vous de la mise en œuvre de ce programme qui s'engage dans sa troisième phase ?

Je me suis engagé aux côtés du PNDP comme pour l'ensemble des programmes accompagnés par l'AFD. Les objectifs de la 2ème phase financée sur C2D étaient ambitieux et exigeants et nécessitaient une évolution des modalités d'intervention du PNDP pour mieux répondre aux besoins diversifiés des communes. Il était donc logique que nous soyons aux côtés des équipes du PNDP pour définir des dispositifs efficaces.

Le PNDP a fait l'objet en 2014 d'une évaluation externe indépendante qui a conclu à l'efficacité de la mise en œuvre de ce Programme et sa capacité à accompagner les communes dans la prise en charge des activités qui lui sont dévolues progressivement. La proximité des équipes du PNDP, l'approche participative et de « learning by doing » associée à un renforcement des capacités des équipes municipales font du dispositif PNDP, un outil fort utile pour le Gouvernement. La force de ce dispositif est sa capacité à adapter son processus de gestion à des formes différentes d'intervention sur le territoire communal.

C'est grâce à cette flexibilité que l'AFD a pu présenter en relation avec le PNDP, une proposition au Comité du Fonds Fiduciaire d'Urgence mis en place par l'Union européenne et destiné en particulier aux pays de la zone sahélienne, une proposition pour étendre à l'échelle de toutes les communes de la Région de l'Extrême-Nord, la phase pilote du projet HIMO actuellement en cours dans 6 communes. Le fait que la Délégation de l'Union Européenne envisage de mobiliser, dans le cadre du 11ème FED, le « dispositif PNDP » pour mettre en œuvre un programme d'investissements communaux au service du développement rural, est une reconnaissance importante de la pertinence du dispositif.

Le PNDP est donc un dispositif dont la qualité de gestion des projets avec un risque fiduciaire maîtrisé, est reconnue par les partenaires techniques et financiers : une chance pour le Cameroun pour la mobilisation de fonds !

Quels sont les points d'améliorations, qui selon vous, devraient accroitre les résultats du PNDP ?

L'outil central du PNDP est le Plan Communal de Développement (PCD) qui a été retenu par le Gouvernement comme la référence pour la programmation des investissements des différents ministères sectoriels. Son impact sur la programmation annuelle des ministères est encore trop faible et les maires se plaignent régulièrement de l'inadéquation de certains investissements de l'Etat.

Il est important de revisiter le contenu du PCD afin de prioriser les investissements à court et moyen termes pour en faire un outil stratégique pour la recherche de financements, en segmentant les investissements selon les types de financement recherchés: budget communal, programme PNDP, investissement sectoriel Etat, partenaires techniques et financiers, coopération décentralisée... Le processus de dialogue aux différents niveaux de programmation du local au central doit être optimisé pour que le PCD soit effectivement au centre du Budget d'Investissement Public.

Quelles recommandations pouvez-vous faire pour la pérennisation des actions menées jusqu'ici par le programme ?

Les recommandations portent sur deux niveaux : le premier au niveau de la pérennisation des investissements réalisés dans les communes et le second au niveau du dispositif PNDP lui-même.

Concernant le premier point, un effort doit être mené à destination des communes pour qu'elles jouent un rôle plus important dans la gestion et la maintenance des infrastructures financées par le PNDP. 30% des équipements d'approvisionnement en eau potable, le plus souvent des pompes à motricité humaine, sont en panne. C'est beaucoup trop, surtout quand le coût de la remise en fonctionnement est le plus souvent faible. Cela nécessite de revisiter les responsabilités entre le Comité de gestion de l'équipement et la Commune. Cela nécessite aussi je crois de lier le niveau des financements accordés aux communes à leur performance, non seulement de mise en œuvre des projets mais aussi à leur capacité à gérer efficacement les infrastructures réalisées.

Sur le second niveau, le Gouvernement a initié une réflexion sur la pérennisation du dispositif.

Le 2ème C2D avait une vocation fortement agricole. L'AFD a-t-elle l'intention de s'ouvrir sur un autre axe, à l'exemple d e la promotion des AGR ou de la mise sur pied des pôles de compétitivité, notamment dans le cadre du 3ème C2D qui est en préparation ?

A la demande du Gouvernement, le 3ème C2D intégrera un financement pour le PNDP, de l'ordre de 13 milliards FCFA, qui sera dédié principalement au financement d'une fraction de la part Etat de la 3ème Phase du PNDP récemment signée entre le Gouvernement et la Banque mondiale. Ce financement devrait donc permettre de mettre en œuvre le programme tel que défini, et en particulier les actions ciblées pour la part Etat, la Banque mondiale ayant fléché en particulier les régions du Septentrion et de l'Est, fragilisées par le contexte sécuritaire et l'arrivée de nombreux réfugiés.

Néanmoins, les axes de diversification initiés dans le cadre du 2ème C2D et toujours en cours, notamment les investissements agricoles, le REDD+ communal, l'opération HIMO, doivent être menés à bien et faire l'objet d'une capitalisation pour préparer l'avenir.

En plus du financement de la 3ème phase du PNDP, le Gouvernement a demandé lors des réunions de négociation, qu'un montant soit réservé pour accompagner l'institutionnalisation du PNDP, si la solution de la création d'une Agence est définitivement retenue.

Certains acteurs s'exprimant sur le rapport efficacité/coût des actions du PNDP l'ont jugé satisfaisant. Partagez-vous ce point de vue ?

On fait souvent le procès de l'efficacité des microprojets à l'échelle nationale par rapport aux grands projets d'infrastructures visibles. Je crois que pour les habitants des communes bénéficiant de ces projets financés par le PNDP, ces projets ne sont pas des microprojets, mais des projets essentiels qui améliorent leur qualité de vie, et donc très visibles à leurs yeux. Le PNDP est aujourd'hui l'outil principal du Gouvernement pour accompagner la politique de décentralisation et crée ce lien important entre services de l'Etat centraux et déconcentrés et les conseils municipaux. C'est cet appui de proximité que les maires des communes plébiscitent.

Actuellement, le PNDP met en œuvre une importante opération à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO). Qu'est-ce qui justifie l'implication de l'AFD dans cette opération ?

En octobre 2014, le MINEPAT a développé le Programme d'Aménagement du Territoire (PRODAT) visant à accompagner la résilience des populations des régions du Septentrion. Ce programme vise à développer des investissements au niveau des communes issus majoritairement des Plans Communaux de Développement, en favorisant le recours de la démarche Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO). Du fait de la pertinence de ce programme, en relation avec le PNDP, nous avons proposé de reformater le projet en cours pour dégager un peu plus de 3 milliards FCFA dédiés à un programme HIMO visant à réaliser des investissements du PRODAT dans 12 communes de l'Extrême Nord.

Les investissements ont été choisis pour leur capacité à être mis en œuvre principalement selon l'approche HIMO : réhabilitation de pistes rurales, aménagement de mares pastorales, construction de magasins de stockage... Mais le projet s'est donné également pour objectif de proposer un parcours d'insertion aux jeunes qui seront embauchés pour la réalisation des travaux : des activités de formation sont proposées en fonction des métiers retenus par les jeunes. Des accords ont été passés avec le Crédit du Sahel pour aider les jeunes à se créer un pécule leur permettant de financer ultérieurement leur projet: pour chaque jour travaillé, le projet verse 1000 FCFA sur le compte du jeune en plus de son salaire.

Ce projet pilote est suivi avec attention par l'AFD, car il répond parfaitement aux objectifs d'insertion des jeunes dans la vie active, et pourrait être développé à plus grande échelle, non seulement dans la zone du bassin du Lac Tchad mais aussi plus généralement pour tous les projets, afin de valoriser au mieux les investissements pour accompagner les politiques d'emploi des jeunes. Le PNDP et l'AFD devraient pouvoir tirer les enseignements de ce projet pilote d'ici fin 2016.

HIMO-PNDP

Les chantiers donnent de l'espoir aux jeunes

Les six microprojets mis en œuvre à titre expérimental dans les communes de la région de l'Extrême-Nord ont de nombreux effets positifs.

Courbés sous le soleil en ce début du mois de jeûne du ramadan, les jeunes de Hina semblent défier le sol rebelle qui résiste à leurs coups de pioches et de pelles. Ici, les femmes plus hardies que les hommes, là leurs rires francs et leurs moqueries secouent l'indolence des moins robustes. Leur peau d'ébène est marquée par la sueur d'un effort qu'on devine difficile, mais qui reste dans les limites du travail décent, comme le rappelle à souhait Ahmadou Ousman, Expert Himo du PNDP. Dans leurs bottes vertes et leur uniforme bleue ils confient avoir retrouvé l'espoir d'une vie meilleure, à tel point que certains d'entre eux ont quitté les villes de Yaoundé, Douala ou Maroua pour revenir au village *«faire fortune »*.

Ibrahima, Rachidatou Ahmadou et Haoua Boubakari identifiés comme les ouvriers à plus fort rendement justifient leur débauche d'énergie par la joie du gagne pain en fin de semaine et d'insertion en fin de chantier.

Nos reporters ont découvert que cette situation n'est pas circonscrite à Hina. A Wina, Gobo, Moutourwa, Guidiguis et Mindif, ils ont retrouvé la même ferveur, le même enthousiasme, la même volonté d'aller au bout de l'effort, et surtout le vœu de voir la concrétisation du dernier point du projet : leur insertion dans le domaine de leur choix, à condition que ce soit un projet «*bancable*». Un vœu qui rejoint le chorus des six maires rencontrés : voir la Haute Intensité de Main-d'Œuvre, dans la formule expérimentée par le PNDP être étendu à tous les microprojets réalisés dans les communes, y compris ceux du Budget d'Investissement Public. Les chantiers n'avancent pourtant pas au même rythme, et ce pour plusieurs raisons. Les habitudes culturelles des travailleurs et la relation à l'effort ne sont pas uniformément partagées d'une commune à l'autre, les entreprises ne sont pas forcément habituées aux spécificités de l'HIMO, les procédures de marchés ont pris du temps, la saison des pluies s'annonce avec l'obligation d'interrompre certains travaux. Mais le défi est exaltant, comme le souligne Marie Madeleine Nga, le Coordonnateur national du PNDP. Ce d'autant plus, que l'espoir créé doit absolument être maintenu et entretenu.

La bouteille est lancée à la mer. •

HIMO - PNDP : les chantiers de mares

La commune du bec de canard patauge dans la joie

Avec la construction d'une mare artificielle pour le bétail, et des infrastructures hydrauliques pour les populations, un avenir radieux s'annonce dans cette commune d'éleveurs.

Le visiteur qui arrive sur le site de construction de la mare artificielle de Gobo, selon l'approche HIMO est tout de suite frappé par la qualité de l'organisation et de l'ordre qui règne sur ce chantier. Tout est à sa place. Du vigile qui filtre les entrées à l'infirmerie en passant par l'espace de restauration. A première vue, l'assiduité des ouvriers confirme que ce sont des ouvrages de qualité qui sortiront de terre.

Les 6,5 m de profondeur du bassin de rétention d'eau de la mare sont en train d'être atteints. Avec une longueur de 70 m, et une largeur de 50 m, il devrait être alimenté par un bassin de sédimentation de 2,5 m de profondeur pour une longueur de 35 m. Le château d'eau de 20 mètres cubes et le forage sont déjà achevés. Non loin du forage, des ouvriers s'affairent à finir le crépissage de l'abreuvoir, tandis que l'anti-bourbier est achevé. Tout autour de l'ouvrage, une centaine de jeunes hommes et femmes sont occupés à transporter les déblais du bassin de rétention. Une bonne partie est constituée de terre latéritique utile pour la construction complète de la diguette qui entourera l'ouvrage, évitant ainsi les infiltrations des eaux.

La particularité de ce chantier est que les travaux se font sous la conduite de dame Rissikatou Bissi Riou, technicienne de génie civil. Originaire du Bénin, en sa qualité de chef de chantier, elle revendique une implémentation de l'approche HIMO de près de 10 ans pour ce type d'ouvrages. Elle explique qu'elle a été sollicitée par le prestataire avant le lancement du chantier de construction de cette mare.

Grâce à son expertise, le projet avance à pas de géants. L'espace d'abreuvement de 22 m de diamètre, la diguette de protection et du bassin de sédimentation sont achevés, le bassin de rétention sera bientôt prêt à accueillir les 11 355 m^3 d'eau. Les seuls bruits qu'on perçoit sont ceux des incessants tours des ouvriers qui déblaient la terre, la charge dans les brouettes pour la déverser le long de la diguette qui entourera l'ouvrage. Chacun des ouvriers porte ses équipements de protection individuelle. Non loin du chantier, des toilettes pour hommes et femmes, sont été aménagés. Solange Lawane, infirmière veille au grain et est prête à intervenir pour régler d'éventuels problèmes médicaux.

Le rendement moyen fixé est de 52 brouettes par jour à 3000 FCFA. Quelques-uns se distinguent en allant largement au-delà de ce rendement pour doubler voire tripler leur rémunération.

Le projet de construction de la mare artificielle et des infrastructures hydrauliques pour les populations vise à améliorer la productivité du bétail. Avant ce projet, le tarissement régulier des points d'eau traditionnels en saison sèche plombait l'activité d'élevage en l'absence de point d'eau pastoral dans un rayon de 5 km. •

HIMO - PNDP : les chantiers de mares

Meilleure prise en charge des besoins primaires

L'approche HIMO dans la commune de Gobo a réduit considérablement le phénomène d'exode rural en plus de la délinquance qui commençait à faire son lit dans les villages.

L'allure frêle et nonchalante du jeune homme portant le casque N° 76 sur le chantier de construction de la mare à Gobo le ferait presque passer pour un anonyme. Pourtant Lam Oumbi Longlonga est l'une des valeurs sûres qui forcent l'admiration de ses collègues. Sur un site où le rendement moyen est fixé à 50 brouettes, il arrive à faire parfois 100, doublant ainsi sa rémunération journalière.

Interrogé sur sa source de motivation, il révèle qu'outre le fait de pourvoir normalement aux besoins de sa famille, il y a aussi le challenge offert par la flexibilité de la rémunération journalière. Seul l'effort personnel garantit un plus grand gain. Et quand cet ancien vigile à Yaoundé voit l'amélioration de son pouvoir d'achat et de ses conditions de vie en trois mois, il en est fier. Comme lui, beaucoup d'autres jeunes sur le chantier présentent une détermination similaire couplée à l'inébranlable volonté de saisir la perche de l'espoir que leur a tendu le gouvernement.

Dans l'ensemble, leur pouvoir d'achat a tellement augmenté que les rêves jusque-là supposés irréalisables sont à portée de main. Tous ou presque ont en moyenne 13 000 FCFA de revenus hebdomadaire. Les tontines se sont multipliées. Les cheptels domestiques se sont agrandis. Les réserves de mil et de sorgho se sont accrues.

Robert Mendeu, Maire de la commune de Gobo, témoigne des changements qu'il perçoit dans le quotidien des populations des villages ayant des fils et filles employés sur le chantier. Pour lui, le chantier HIMO a redonné de l'espoir à nombre de jeunes que les conditions de vie difficiles avaient contraint à l'exode rural tant à Yagoua, Maroua que Yaoundé. Même les auteurs des petits larcins ont réorienté leurs énergies et stratégies sur le chantier. Un tel regain de vitalité interpelle forcément tout acteur qui a à cœur de voir la jeunesse rurale s'émanciper.

Lam Oumbi Longlongla

Ouvrier

« Avec deux amis, nous allons lancer une vaste plantation de maïs »

Je suis parti de Yaoundé où j'étais employé dans une société de gardiennage pour un salaire de 30 000 FCFA par mois, pour rentrer au village une fois que j'ai appris que ce chantier démarrait. J'arrive à transporter 100 brouettes par jour. Avec ma rémunération, j'ai déjà pu acheter 05 sacs de mil, investir dans un grand champ, m'occuper de ma petite famille et intégrer une tontine. Je compte m'associer avec 02 autres personnes pour faire de grands champs de maïs.

Christine Tchokyongo

Ouvrière

«Je vais lancer un commerce à la fin du chantier »

Je suis venue sur ce chantier pour nourrir ma famille, dès qu'on m'a informée qu'il y aurait un chantier de construction d'une mare artificielle dans ce village. Lorsque je mange bien en sortant le matin, je suis capable de faire 62 brouettes. J'ai commencé à acheter du mil et les arachides pour engager mon commerce. J'ai acheté 06 chèvres et 05 sacs de mil.

Paul Limanou

Ouvrier

« Je paye l'école de mon grand frère élève-instituteur »

J'étais élève à la SAR puis au lycée technique, faute de moyen, j'ai arrêté mes études. Ce chantier va me permettre de mettre sur pied une menuiserie à Gobo. Pour l'instant, j'arrive à payer l'école de mon grand frère qui est à l'Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Technique. Je suis entré dans une tontine et j'ai commencé à acheter le petit matériel de menuiserie et de peinture qui est aussi une passion.

Rachel Witoua

Ouvrière

« A la fin du chantier je vais ouvrir un atelier de couture »

J'ai 24 ans et je faisais la couture avant d'arriver dans ce chantier. Je compte ouvrir un atelier de couture après ce chantier. J'ai déjà commencé à acheter le petit matériel. Pour l'instant, je m'occupe mieux de mes 2 enfants avec ce que je gagne.

HIMO - PNDP : les chantiers de mares

L'approche HIMO a convaincu les sceptiques

Réservées à l'annonce du démarrage des projets, les populations de Guidiguis ont finalement fédéré leurs efforts pour la réalisation des ouvrages dans leur commune.

Haosa Salikreo assise à même le sol, au Centre de Santé Intégré de Mandaigoum, attend, comme Onsele Catherine, Senpa Horsala et une vingtaine d'autres femmes, de passer la visite médicale d'embauche préalable au recrutement sur le chantier de construction de la mare artificielle et d'un forage à énergie solaire au village Mandaigoum dans la commune de Guidiguis. Ces personnes font partie de nombreuses autres sceptiques lors du démarrage du projet.

Les changements directs, concrets dans la vie de leurs congénères ont emporté la couche de doutes qui restait. Car à un km de là, les travailleurs s'affairent à la construction de la diguette qui doit entourer tout l'ouvrage. L'infrastructure a 80 m de long et 60 m de large avec une profondeur de 7 m. Ce qui représente en tout 30 000 mètres cubes de terres à transporter. 19 000 mètres cubes devraient être enlevés par les engins et 11 000 par les ouvriers.

A côté, un bassin de décantation, des abreuvoirs, un château d'eau, un forage alimenté par énergie solaire sortiront de terre. Selon Mme Akono, née Djoubaidatou, qui assure la maitrise d'œuvre, le taux global de réalisation est de 50%. Elle apprécie l'ardeur des ouvriers au travail. D'autant que tout effort supplémentaire s'accompagne d'une amélioration directe de la rémunération hebdomadaire.

Au final, le bassin de rétention de cet ouvrage devrait avoir une capacité d'environ 20 000 mètres cubes, tandis que le bassin de sédimentation, lui, sera de 500 mètres cubes. Par groupes, la centaine d'ouvriers s'attèlent à la réalisation du projet avec à l'esprit de surmonter l'obstacle de la saison pluvieuse qui s'annonce.

Hélène Maitole

Ouvrière

« Je fais 64 brouettes par jour pour gagner plus »

J'ai 25 ans et j'ai 03 enfants. Le rendement journalier, c'est 48 brouettes. Moi je fais 64 brouettes par jour pour gagner plus. Avec l'argent que je gagne, j'ai pu acheter 05 chèvres, soigner tous mes enfants qui étaient malades. Je compte acheter des bœufs avec mes épargnes. Nous disons merci à Dieu, car avant il nous fallait marcher plusieurs km pour avoir de l'eau.

Wasso Guerandi

Ouvrière

« Avec 80 brouettes par jour je vais augmenter mon élevage à la fin »

J'ai 26 ans et 02 enfants à charge. Mon mari est décédé il y a quelques temps. Je dois désormais assurer seule l'avenir de mes deux enfants. C'est ce qui me donne la force de faire 80 brouettes par jour, pour doubler ainsi ma rémunération journalière. J'ai déjà pu acheter 03 sacs de mil et 06 chèvres. Je vais augmenter mon cheptel à la fin du chantier.

Kewa Manga Bell

Ouvrier

« Je vais offrir une vie meilleure à ma femme et à nos trois enfants »

J'arrive à faire en moyenne 70 à 80 brouettes par jour. Mon pouvoir d'achat à augmenter depuis que j'ai commencé ici. A 33 ans, j'économise pour acheter des bœufs à la fin du chantier et offrir une vie meilleure à ma femme et nos trois enfants.

Augustin Tchobwe

Ouvrier

« Je garde l'argent pour faire le concours des aides-soignants »

Au départ j'arrivais à faire 70 brouettes par jour. Avec mes premiers revenus, j'ai pu acheter une paire de chaussures, 02 sacs de mil pour mon père que la famine menaçait. J'ai aussi pu acheter une charrette pour le labour. J'ai déjà gardé de l'argent pour présenter le concours des aides-soignants.

PNDP Labour-intensive approach water project sites

A community works its way out of indolence

In Wina, at the onset it seemed the project would not work. But halfway through its implementation, results began piling up.

Getting the hands to build a watering hole for animals to quench their thirst and a solar-powered well in Wina, Mayo Danay in the Far North region was a horrendously daunting task. Development stakeholders generally believe, though it's an assertion not backed by any scientific data, that inhabitants in the area are apathetic and more prone to idling around.

That notwithstanding, the over one hundred workers who turned up for the project fought hard to dispel such a belief. Even though the project wasn't being executed as fast as it was wished, progress was clear enough to be seen. Work on the well powered by a solar-driven pressure pump is close to completion. The hustle and bustle at the site is eloquent proof that a work in progress is on.

During recess, the workers recharge their batteries at the eateries that have mushroomed around the construction site. An hour later work resumes and on the faces of the youth one can read a verve which debunks the claim that Wina people are a lazy lot. Local authorities are unanimous: the project that is underway have given an invaluable boost to the hitherto snail-paced rate at which development trudged on in the area. •

Lakmaï

Worker

" I'll be getting into groundnut oil production "

I'm 33 and I'm married with eight children. Work on this site will permit me to start producing groundnut oil here in the village. I have already started buying bags of groundnuts.

Wouira Lego

Worker

" I've got an agriculture and livestock project in view "

The Second Deputy Mayor brought me the good news of the launch of the project site. At 26, I told myself that I had to also contribute to the future of my four children with my wife. What I make here helps me to support my family a great deal, meet my basic needs and I'll be starting a project in agriculture and livestock soon.

HIMO - PNDP : les chantiers de routes

Le torrent d'activités emporte les aspects négatifs de la vie

L'activité menée dans la commune de Hina a mis fin à certains comportements inciviques qui commençaient à faire leur nid dans les villages.

Lorsque Issoufa Terde, Maire de la commune de Hina se met à parler du projet de construction d'une piste rurale dans sa commune, selon l'approche à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO), il est intarissable. Difficile de l'interrompre quand il égrène les nombreux bénéfices de la réhabilitation de la piste rurale Hina-Marbak-Kaftaka. Longue de 6,5 km lors du dimensionnement du projet au départ, son tracé a été ramené à 5,2 km lors de la mise à jour du calage.

Pour la durabilité de l'ouvrage, sa réalisation nécessitait la construction de 6 ouvrages de franchissement sur tout le tronçon. Ceux-ci sont constitués de radiers, de cunettes, de dalots simples et doubles, de radiers dalots. La réhabilitation de la route porte sur sa mise en forme, par le rechargement avec de la terre latéritique extraite de carrières environnantes. Il est aussi prévu que le compactage se fasse avec des dameuses manuelles et un compact manuel pour garantir la stabilité finale de l'infrastructure.

Pour Achille Boum Mandeng, qui assure la maîtrise d'œuvre de ce projet, il s'agit plus de la création d'une piste rurale que d'une réhabilitation. Car non seulement ce tronçon était considérablement délabré, sans aucun ouvrage d'art, cette infrastructure était un casse-tête pour les populations en saison pluvieuse. En effet, la montagne Bourwouyang, qui longe les deux villages, a la particularité de déverser de grandes gorges de pluies.

La violence des crues fait que tout est emporté au passage. Il devenait donc impossible non seulement de sortir du village Kaftaka, mais aussi d'arriver au marché de Marbak voisin. De plus, avant le début des travaux

Pour Achille Boum Mandeng, qui assure la maîtrise d'œuvre de ce projet, il s'agit plus de la création d'une piste rurale que d'une réhabilitation.

de construction de l'infrastructure routière, le sol plat de cette zone fait que les inondations sont régulières. L'ouvrage en cours de réalisation présente des rigoles creusées pour canaliser l'eau vers le lit des mayo. Avec une largeur en gueule de 90 cm et une profondeur de 50 cm, l'ouvrage devrait être à l'abri de l'eau qui s'accumule généralement sur la route.

Pendant les travaux, la terre dégagée par les ouvriers est ramenée sur la surface avant pour un compactage avec les dameuses manuelles. Les aspects socio-environnementaux sont également pris en compte puisque 1500 arbres sont déjà plantés. Ce couvert végétal herbacé devrait entre autres permettre d'éviter l'érosion de la route. •

HIMO - PNDP : les chantiers de routes

Le projet éloigne le spectre de la débauche

Occupées depuis quatre mois dans le chantier de construction de la route, les femmes en proie à la prostitution et à la précarité redéfinissent de nouveaux projets de vie grâce à leur rémunération.

La route Kaftaka-Marbak est encore en cours de construction, mais déjà ses bénéfices sont réels tant sur le vécu des travailleurs, de la population que de l'environnement rural. Pour El Hadji Ousmanou, Lamido de Hina, ce projet a permis de réduire les petits délits au sein de la communauté. Les vols de chèvres ont diminué, mais pour lui, une valeur cardinale comme le respect est de retour dans la communauté. Avant le projet, les relations étaient généralement tendues avec des jeunes qui ne respectaient plus leurs parents. Issoufa Terde, Maire de la commune de Hina confirme ce retour à la morale et aux règles de bonne conduite. Il informe que les vols, larcins, attitudes irrespectueuses et irrévérencieuses ont énormément diminué depuis l'arrivée du chantier.

L'aspect le plus frappant dans cette commune, au-delà du recul de la délinquance, c'est certainement le changement de statut social des femmes et précisément le recul de la prostitution. En effet, un des carrefours du village Kaftaka

était devenu célèbre du fait des nombreuses jeunes filles qui s'y retrouvaient le soir pour offrir leur corps aux plus offrants.

L'adjudant-chef Jean René Mboudaitoing reconnaît aussi que la prostitution est en net recul à Hina. Ceci tient au fait qu'avec le chantier de construction de la route, les femmes sont absorbées toute la journée. C'est le cas de Roukayaou Yaouba, Awa Boubakari, Djoumbaye Habiba, Djamila seidou, Djeinabou Djalan, Adamou Moussa, Fadimatou, Ouma Hani Hamadou ou encore Djaratou bouba, Rami Yaouba, Aissatou Ahmadou toutes ouvrières sur le chantier de construction de la route. Avec leur rémunération hebdomadaire, elles ont désormais des idées claires et précises sur ce que sera leur avenir quatre mois après le début du projet. Elles envisagent se lancer dans le petit élevage de caprins grâce au fruit de l'épargne obligatoire retenue lors des paiements hebdomadaires. Certaines ont commencé à acheter des chèvres. D'autres ont amélioré leur cadre de vie par l'achat des matelas, pièces de pagnes.

Ibrahima, *Ouvrier chef d'équipe*

« C'est un bon projet »

Jusque-là, on n'avait rien à faire dans les chantiers. Puis nous avons entendu parler du projet HIMO. J'ai eu à servir sur plusieurs chantiers, mais aucun n'est comparable à celui-ci. C'est un bon projet qui à permis de réduire les petits vols, la consommation de la drogue chez nos frères. Mon expérience m'a permis d'être nommé chef d'équipe. Je suis très content.

Hamadou Rachidatou, *Ouvrière*

« J'ai acheté des chèvres pour mon petit élevage »

Je suis 7ème d'une famille polygamique de 10 enfants. Avant de commencer sur ce chantier, le 15 mars 2016, j'étais vendeuse dans un restaurant. J'arrive à gagner en moyenne 25 000 FCFA par semaine en fonction du rendement. Avec ce que j'ai gagné jusque là, j'ai pu acheter 4 chèvres dont 02 ont déjà mis bas, 01 matelas, 07 pièces de pagnes. J'ai pu financer les soins de mon père à l'hôpital. Je suis aussi dans une tontine où j'épargne 12 000 FCFA par semaine, en dehors de l'argent épargné au Crédit du Sahel.

Haoua Boubakar, *Ouvrière*

« J'ai pu financer la dot de ma fille »

Ce travail est un don de Dieu. Je perçois en moyenne 12 000 FCFA à 15 000 FCFA par semaine. Ce qui m'a permis d'acheter un moulin à écraser, 03 chèvres, sans compter que j'ai intégré une tontine. J'ai aussi pu envoyer ma fille en mariage, car dans notre culture, les parents ont la charge d'acheter plein de choses pour leur fille qui va en mariage.

HIMO - PNDP à Moutourwa

L'axe Mogoudou – Damaï à nouveau praticable

Il y a trois mois, Hervé Conan alors Directeur de l'AFD Cameroun visitait ce tronçon inaccessible. Aujourd'hui la réalité est toute autre.

Tous ceux qui ont fait le tronçon Mogoudou-Damaï il y a encore quelques mois seraient certainement surpris du niveau de praticabilité de cette route aujourd'hui. Hier presque inaccessible, elle ressemble aujourd'hui à ce qu' un riverain a pu comparer à une route « ***3 étoiles*** ». Ce qui n'était encore qu'un chantier en phase de démarrage lors de la visite, du 03 au 05 février 2016 conduite par Hervé Conan, ancien Directeur de l'AFD-Cameroun, a pris une autre allure aujourd'hui. La chaussée a été rechargée. Les accotements sont achevés et les ouvrages d'art ont été réalisés sur les points critiques grâce à l'action conjuguée d'une centaine d'ouvriers. Alors que certains bêchent, d'autres transportent les déblais, le gravier et la latérite.

Pour Roger Kuete, prestataire, l'assiette de la route et les ouvrages hydrauliques de franchissement long de 5 km sont en cours d'achèvement. La chaussée est également en train d'être mise en forme, de même que les fossés latéraux. Une fois achevé, ce tronçon de route, va faciliter grandement le déplacement des populations surtout que le relief de la commune de Moutourwa est caractérisé par de vastes plaines traversées par quelques chaînes de montagnes qui culminent à 400 mètres. On peut alors aisément imaginer les problèmes rencontrés en saison de pluies si une route n'est pas viable.

La formule « travailler plus pour gagner plus » séduit

La culture du sorgho, du maïs, de l'arachide et du sésame va certainement connaître un bond en avant dans la commune de Mourtourwa et précisément dans les localités avoisinantes du tronçon Mougoudou-Damaï. Les ouvriers qui viennent en majorité de cette zone dessinent l'après chantier dans l'agriculture et l'élevage et le petit commerce. Les revenus engrangés vont servir soit à créer des surfaces nouvelles, soit à augmenter les surfaces culturales.

Gueda Zeri, 24 ans et mère de 4 enfants s'est déjà promis d'acheter des bœufs pour le labour de ses champs. Quelques-uns de ses congénères, Christine Chuto, Kanta Bigui, Gabriel Amadou, Blakang Bouba, Simke Chikilabi et Morafarikou envisagent de créer une coopérative agricole avec le produit de leur épargne obligatoire de 30% disponible au crédit du Sahel. Hier encore, ils étaient oisifs, désœuvrés et sans perspective apparente. Puis le projet HIMO est arrivé en leur permettant d'échanger la force de travail contre une rémunération journalière de 3000 FCFA graduelle en fonction du rendement.

Denis Biri, *Ouvrier*

« J'ai commencé à construire ma maison »

J'étais fripier à Yaoundé et je suis rentré dès que j'ai appris qu'il y avait le chantier de construction de cette route au village et qu'on voulait des jeunes du village. Je gagne tellement bien ma vie ici au village que j'arrive à m'occuper de mes petits oncles. J'ai aussi commencé à construire ma petite maison. Je vais continuer avec la friperie des chaussures grâce à la cotisation de 5000 FCFA que je fais par semaine.

Garga Mbakai, *Ouvrier*

« J'ai abandonné le bar que je gérais à Yaoundé »

Je gérais un bar à Yaoundé et je suis rentré au village pour intégrer ce chantier. J'ai commencé à avancer de l'argent pour acheter une moto, j'ai pris la relève pour ma sœur et mon frère qui vont à l'école et je me suis acheté de nouveaux vêtements.

Gueda Zeri, *Ouvrière*

« Je veux gagner le plus d'argent pour acheter des bœufs »

Je suis une fille du village Damaï et j'ai entendu dès le début de l'année qu'un projet arrivait ici. Dès la 2ème semaine de paie, j'ai pu amener mes enfants malades à l'hôpital, et j'ai pu acheter plein de petites choses. Je n'ai pas peur du travail, puisque j'arrive à faire 70 brouettes par jour. Mon objectif c'est de gagner le plus d'argent possible pour acheter des bœufs.

PNDP Labour-intensive approach road project sites

When youths mount the social stairway

Here, inhabitants have been able to reap double dividends thanks to the development scheme whose pinpoint precision, they say, has nipped their troubles in the buds.

Noted for its spiking peak which tourists and locals alike have fondly christened "Mindif's tooth", 376 of the community's youths paid heed to PNDP's call to foster local development through the rehabilitation of an eight-kilometre stretch of rural earth road linking it to an adjoining village, Modjombori.

An initial group of 150 young persons were declared fit to work by the compulsory medicals. They were to be joined later by another group of 100.

Thus began a fulfilling task which two months later continued to be regarded by some local residents as a fairy tale. From the privileged position of observer and supervisor of the project, Hamawa Sadjo who is Mayor of Mindif can only commend the initiative. "Nothing can be this good. Thanks to this project we have boarded the train to emergence by 2035," he said. Delinquency has slumped considerably, rural exodus has been reversed and weekly payments are just a few of the positive results of the project listed by the mayor.

For the youths we met on the field, life is currently worth living. Nowadays women, especially those whose husbands had been without work, can take care of themselves as well as their families. Local purchasing power too has increased. Farmers and breeders who worked on the project have been able to buy more oxen to help with farm work and goats. Thanks to constant revenue the project provided, a number of parents and children have been able to afford adequate health care. Such is the face of Labour-Intensive Approach pilot projects in the Far North and Mindif in particular.

"Gone are those days when we spent all our time drinking 'bil bil' (a strong traditional alcoholic brew)," quipped 34-year old Bole Gilbert, a young married man with two kids. The project has helped him to better cater to the needs of his family, procure a goat and to have a more positive outlook on life, he argued. He can now serenely look forward to life in future as an animal breeder thanks to the compulsory 30 per cent saving scheme arranged with Crédit du Sahel, a local microfinance institution partnering with PNDP in the project.

The difficulties encountered during works on the stretch of sandy road seem to have been dwarfed by the enthusiasm and satisfaction of the beneficiaries, engendering some regrets in those who didn't take the compulsory medicals and who had tried to bring in disorder. The youths were glad that the requirement of decent working conditions was respected to the letter. The wearing of protective gear was a requisite and they worked six-hour days. All along a nurse, Samssoussou Bahaoussou, was on standby in case any health concerns were raised. •

Gilbert Bole

Worker

" I will invest in livestock "

This project is a good thing for us who used to spend whole days drinking Bil Bil. I now take better care of my family and I have been able to buy a goat. I intend to invest my income to livestock farming.

Bissabe Bouba

Worker

" My kids now dress well and I'll start raising sheep "

I earn 3,000 FCFA a day, an average of 15 000 FCFA per week. With my initial income, I have been able to change the wardrobes of my two children, buy a bag of millet and I intend to get involved in sheep farming.

Garga Pamle

Worker

" We're helping the village grow "

With my savings, I intend to get into the livestock trade later. We're doing our best to work well on this road which we hope will steer our village towards development.

Amina Koumai

Worker

" I have saved for education of my four children "

We congratulate the PNDP for this project which is bringing us lots of money here in the village. I've been saving for the tuition of my four children. I have also been able to buy two goats and a donkey to plough my sorghum and corn farm.

HIMO-PNDP

L'insertion sociale en bout de chaîne

En partenariat avec l'ONG CARE Cameroun, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a défini une stratégie d'autonomisation immédiate des ouvriers dès la fin de l'implémentation de l'approche HIMO dans leur localité.

Dans le dispositif de mise en œuvre des projets selon l'approche HIMO, une ONG d'accompagnement, en l'occurrence CARE Cameroun a été retenue pour gérer les aspects de formation et d'insertion sociale. Repartis par petits groupe de 05 à 08 personnes, ce samedi 11 juin 2016, les jeunes ouvriers qui participent à la construction de la route Mougoudou-Damai, longue de 5 km, sont studieux et attentifs aux explications des animateurs de l'ONG d'accompagnement CARE-Cameroun.

Comme dans les 5 autres sites où le PNDP a lancé les projets pilotes HIMO, il est question de renforcer les capacités des ouvriers afin d'assurer leur insertion professionnelle dès la fin du projet. Après les exercices d'identification et de profilage, une synthèse globale est produite afin d'identifier les domaines d'activités dans lesquels ces jeunes veulent se lancer. Concrètement, l'on passe au scanner l'ensemble des domaines d'activités, leur typologie, afin de confronter leurs idées de projets aux réalités des filières et du marché.

Sur les sites de Hina et Moutourwa, malgré la forte pluie, Jean Paul Maigara entretient un groupe sur l'analyse de la rentabilité des métiers proposés. Les agriculteurs réunis autour de lui veulent accentuer la culture du sorgho et du mil après le chantier. Est-ce pertinent ? Est-ce véritablement rentable sur le long terme ? Les pratiques culturales usitées jusque-là sont-elles appropriées, faut-il envisager une autre culture ? Autant de questions qui agitent les esprits des ouvriers.

Sur un autre site, Lucie Caoudai, Conseillère psychosociale entretient un autre groupe sur le vivre ensemble, le VIH-Sida, l'hygiène et l'assainissement. Ce sont donc les 200 personnes affectées à la construction de cette route en HIMO à Moutourwa qui, chaque samedi, bénéficient d'un accompagnement qui devrait se poursuivre 06 mois après la fin du chantier. •

Kaptue d'Avina

Conseillère d'Orientation, CARE

« Nous veillons à l'insertion socio-professionnelle des jeunes »

Le Conseiller d'Orientation s'occupe de l'insertion socio-professionnelle des jeunes à travers tout un processus. Les étapes sont constituées du profilage personnel et professionnel, notamment les informations générales sur l'ouvrier, sur ses capacités et son projet d'insertion, etc.

Christian Siddi Kaldame

Référent de zone, CARE

« Je veille à la supervision des différentes séances de formation »

Mon travail consiste à superviser les différentes séances de formation. Il s'agit d'amener les bénéficiaires à comprendre certaines réalités. Nous travaillons étroitement avec les animateurs et les relais communautaires, ainsi qu'avec les Comités de Gestion.

Approches HIEQ et HIMO

Alternative au développement des territoires ruraux

La méthode à Haute Intensité d'Equipement (HIEQ) désigne un mode où l'essentiel des travaux est réalisé avec un équipement lourd et l'appui d'une main-d'œuvre majoritairement qualifiée et très limitée.

Elle offre une exécution rapide, une organisation du travail plus aisée, un suivi moins important ; elle comporte toutefois un coût plus élevé, un faible impact sur le développement économique et social et une faible appropriation des ouvrages.

La méthode HIMO quant à elle combine des équipements légers avec de la main-d'œuvre dans un mélange optimal afin d'assurer la qualité et minimiser les coûts lors de la création ou de la réhabilitation des infrastructures. Le Bureau International du Travail (BIT) fait la promotion de la technique HIMO depuis les années 1970, pour lutter contre le chômage et le sous-emploi particulièrement en Afrique.

Les avantages déclinés de la méthode HIMO sont multiples: réductions des coûts, création d'emplois pour une main-d'œuvre peu qualifiée, économie des devises, impact mineur sur l'environnement. De manière pratique et pour ne prendre que les projets routiers, le coût au km est 1,5 à 6 fois moins cher pour HIMO que pour HIEQ, 2,5 à 5 fois plus d'emplois sont crées, une économie significative de devises et un impact significatif sur la pauvreté. La faible qualité de la main-d'œuvre ajoutée aux lenteurs d'exécution et à la nécessité d'une organisation et d'un suivi important n'altèrent en rien les bénéfices certains de cette nouvelle opération.

De ce fait les planificateurs et décideurs économiques s'intéressent aux techniques basées sur l'utilisation optimale des ressources locales. In fine, il s'agit de créer davantage d'emplois au plan local, réaliser des infrastructures pour la communauté, réaliser des économies de devises, améliorer le pouvoir d'achat au plan local, utiliser les matériaux locaux, réduire l'exode rural.

Dans la politique de développement d'un Etat, les deux méthodes sont très utiles tant qu'il y a une combinaison optimale de l'une et de l'autre en fonction des différents avantages. Il est certain que la méthode HIMO est à promouvoir tant elle permet de résoudre beaucoup de problèmes sociaux et périphériques au plan local. •

Innovation

Le PNDP teste un nouveau mode de paiement

A opération nouvelle, méthodologie et pratique nouvelles. De la nouveauté il y en a dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération pilote HIMO du PNDP.

La réussite d'une opération passe par la simplification des procédures et la réduction substantielle et considérable des délais. Pour cette phase pilote, l'innovation a consisté à ouvrir un guichet unique des opérations. Le PNDP a mis quelque chose de très important sur pied en ce qui concerne les opérations de paiement, il s'agit du Guichet Unique.

Selon le Coordonnateur Régional du PNDP, DEGEM Antoine *«C'est une opération de paiement qui a pour objectif de limiter le temps de paiement, de l'élaboration de la facture au paiement. Ce temps est actuellement limité à 03 ou 04 jours »*. La disponibilité de la ressource financière et le respect des délais de construction des ouvrages sont une des conditions essentielle de réussite d'un projet HIMO. Soumettre le paiement des décomptes des prestataires à la méthode de paiement classique rallongerait les délais d'exécution et engendrerait des problèmes sociaux difficiles à gerer. Le guichet unique permet de réunir tous les acteurs de la chaîne de paiement au cours d'un atelier et ceci en toute transparence.

Mis sur pied par le Coordonnateur National, le Comité y relatif comprend le Coordonnateur Régional du PNDP, le représentant du Gouverneur qui assurent la présidence et la vice-présidence. Sont également parties prenantes les Maires, les Receveurs Municipaux, les sectoriels Ingénieurs du marchés, les comptables, l'Expert HIMO, le Cadre chargé des Infrastructures du PNDP. *« A chaque session nous pouvons prendre cinq à six demandes de paiement de décomptes que nous évaluons dans la recevabilité et dans la conformité, et lorsque c'est approuvé de tous, nous procédons immédiatement à la signature de l'ordre de virement»*, assure Degem Antoine. Au sortir de cette session, l'ordre de virement déjà signé est déposé au niveau de la banque. En deux ou trois jours, on peut passer de l'évaluation du décompte au paiement cash. De l'avis des prestataires, c'est une approche innovante qui peut être étendu aux projets classiques pour garantir leur exécution diligente. Avis partagé par d'autres acteurs.

Autre innovation et non des moindres, c'est le mode de rémunération des ouvriers et les systèmes d'épargne qui lui sont rattachés. La rémunération journalière a été fixée à 3 000 FCFA par jour sur tous les sites, en fonction du rendement défini lors de l'étude de faisabilité. L'ouvrier qui va au-delà de son rendement a la possibilité de doubler voire tripler ce montant. Le paiement est assuré de manière hebdomadaire par un établissement de microfinance qui descend sur chaque site et remet à chaque ouvrier 70 % de sa paie. 30 % du salaire hebdomadaire constitue une épargne obligatoire qui sera servie à chacun à la fin du chantier. De plus, cette épargne à vocation à constituer déjà un dépôt de garantie devant faciliter l'obtention d'un appui financier auprès de l'établissement financier pour un projet identifié. •

HIMO

Ces expériences qui viennent d'ailleurs

La mise en œuvre de l'approche à Haute Intensité de Main-d'Œuvre (HIMO) a cours dans d'autres pays du continent.

Selon les cas, il peut arriver que l'approche HIMO soit humanitaire. C'est la formule du travail contre l'argent ou de la nourriture. Il s'agit d'une initiative HIMO en zone de crise (sécuritaire et/ou alimentaire). Seul facteur important ici, la présence de la population cible préalablement identifiée autour des travaux communautaires (assainissement de la voirie urbaine, aménagement des pistes rurales, ...). Cette participation des populations se fait donc contre l'argent (Cash for Work) ou contre la nourriture (Food for Work). Dans ce domaine des expériences (Cash for Work ou Food Work) sont légions dans la plupart des foyers en crise ou en post crise dans le monde notamment la République centrafricaine, le Burundi, le Niger, et le Mali. L'on note une forte implication des ONG. C'est pourquoi, l'on comprend bien la présence de CARE Cameroun dans les six communes pilotes des communes de l'Extrême-Nord.

Dans d'autres circonstances, l'on parle souvent d'HIMO social. Avec pour particularité qu'on retient une formule visant l'autonomisation future des populations utilisées dans les chantiers. Il s'agit du travail mais aussi des formations. Cette initiative HIMO est destinée non seulement à la construction de l'infrastructure mais également à promouvoir auprès des travailleurs, tout au long du chantier (et même après), un accompagnement social grâce à des formations humaines, professionnelles et entrepreneuriales. De telles expériences sont rares car en renchérissent non seulement le coût du projet, mais également demande l'intervention d'acteurs complémentaires. En Afrique, sans être exhaustif, de très belles expériences sont menées en Afrique du Sud par le Ministère des Travaux Publics ainsi qu'au Burundi sur financement de la coopération technique belge. •

Réactions

Frédéric Bandon, *Responsable Technique en charge des Infrastructures*

« La 2ème phase de l'approche HIMO va créer 3500 emplois »

La cheville ouvrière de la mise en œuvre de l'approche à Haute Intensité de Main-d'Œuvre (HIMO) fait le point de cette initiative lancée en novembre 2015.

Quelles sont les spécificités de l'opération HIMO dans le cadre du PNDP ?

L'opération en cours au PNDP se déroule conformément au décret N°2014/0611/PM du 24 mars 2014 qui fixe les conditions de recours et d'application des approches à Haute intensité de Main-d'Œuvre (HIMO). Cette opération constitue un véritable laboratoire car intègre deux variantes de l'HIMO : Un HIMO à l'entreprise et un HIMO social. C'est dans ce sens qu'il est noté non seulement la construction/ réhabilitation des infrastructures par des entreprises sélectionnées via un appel d'offres, mais également la promotion des travailleurs dans un environnement décent, tout au long du chantier et même après, à travers un accompagnement social grâce à des formations spécifiques conduisant à leur insertion professionnelle post chantier. De telles expériences combinées sont rares.

Quelles sont les perspectives de l'opération actuelle ?

L'opération HIMO en cours prévoit à très court terme dans la continuité de la première phase: (1) la finalisation des travaux d'infrastructures dont les premiers ouvrages seront livrés dès le 30 juin 2016 et les derniers pour cause de pluies, en novembre 2016, (2) la signature de la convention avec la Mission de Promotion des Matériaux Locaux (MIPROMALO) pour la construction d'un grand magasin de stockage à Maroua 1er et la formation de 100 jeunes dans les métiers de fabrication et de pose de briques de terre, tuiles et pavés. Concernant la phase 2 en préparation qui doit commencer en novembre 2016, elle vise la création de 3500 emplois avec une projection d'insertion dans le tissu économique d'au moins 2500 jeunes. A cet effet, Il est prévu d'ici la fin août 2016, la sélection et la formation dans les spécificités HIMO: (1) des ONG locales chargées d'assurer l'ingénierie sociale du projet sous la coordination d'une ONG internationale et (2) des entreprises et des bureaux d'études en charge de l'exécution et du contrôle des projets d'infrastructures. •

Antoine Degem, *Coordonnateur régional PNDP Extrême-Nord*

« Avec HIMO, le PNDP ouvre les portes du travail décent dans nos communes »

Le projet HIMO est un projet qui mobilise beaucoup de main-d'œuvre locale. C'est un projet qui présente des innovations majeures par rapport à nos projets classiques. Au niveau du PNDP, il est question de coordonner toutes ces actions et interactions. Les projets HIMO sont assez différents dans leur approche par rapport aux activités classiques du PNDP. Sur le terrain, les Organismes d'Appui Local (OAL) ont été remplacés par un ingénieur social qui intervient dans la sensibilisation et le recrutement de la main-d'œuvre en amont ainsi que la formation pendant les activités. Au niveau de la cellule infrastructure, on a la préfaisabilité et la faisabilité avec le

recrutement des consultants qu'il faut suivre dans la réalisation des études techniques, topographiques et socio-environnementales. Au niveau de la passation des marchés, il y a des particularités également avec l'ajout des colonnes relatives à la main-d'œuvre non qualifiée, dans le sous détail des prix qui se faisait jusque-là normalement. Un autre point est la détermination du rendement journalier par ouvrier. Aujourd'hui nous savons à l'expérience qu'un homme en bonne santé peut porter 50 brouettes par jour sur une distance de 50 m. Ce qui équivaut à 3 m³ cubes par jour. Cela permet d'estimer le planning d'activités HIMO. Ces éléments et bien d'autres sont nouveaux et intégrés au fur et à mesure. Les difficultés ont été levées par le Coordonnateur National du PNDP qui s'attelle à les résoudre. HIMO au PNDP obéit aux critères du travail décent avec une rémunération adéquate, la sécurité sociale des travailleurs à la CNPS, mais aussi sur le chantier. •

Hamadou Ousmane

Expert HIMO, PNDP

« HIMO est une opportunité pour la jeunesse rurale de trouver du travail »

Quand on parle de projet HIMO au PNDP, il s'agit de répondre à deux aspects essentiels. D'abord répondre à une demande de la communauté et de la commune en matière de réalisation des infrastructures, mais surtout d'offrir l'opportunité à la jeunesse rurale de trouver du travail, les former pour qu'à la fin du chantier ils puissent être insérés dans le tissu économique. Les chantiers HIMO vont réduire les facteurs de vulnérabilité de la jeunesse.

Marceline Pene

Coordonnatrice de Programmes, CARE Cameroun

« Notre travail porte aussi sur l'identification des filières porteuses »

Les activités de CARE sont multiples. Elles portent entre autres sur l'identification des ouvriers, l'animation des formations, l'insertion économique. Il s'agit de les conduire à l'adoption de bons comportements, de la cohésion sociale, du vivre ensemble, de la prévention des conflits et d'accompagnement de ces jeunes dans le processus d'insertion socioprofessionnelle. Notre travail porte aussi sur l'identification des filières porteuses dans la région pour nous permettre de mieux orienter les ouvriers afin qu'ils opèrent des choix objectifs à la fin des chantiers.

Dr Joseph Dayang

Médecin du travail

« Nous avons évalué 1458 candidats : 1307 étaient aptes et 71 inaptes »

Nous évoluons ici dans le cadre de la médecine du travail pour les six communes abritant les projets à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) mis en œuvre par le PNDP. Notre travail commence par des visites d'embauche qui consistent à examiner tous les candidats et dégager les aptitudes aux travaux. Après, il y a un déploiement régulier pour des visites périodiques. Nous passons sur les chantiers pour voir si les ouvriers ont contracté entre temps certaines pathologies. Il s'agit entre autres des troubles musculosquelletiques, les infections broncho pulmonaires. Nous avons des journées qui commencent à 8h du matin pour s'achever à 20h.

Ismaïla Adama

Directeur Commercial de l'EMF Crédit du Sahel

« 30% du salaire de l'ouvrier constitue une épargne obligatoire »

Notre partenariat avec le PNDP s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté en milieu jeune, domaine pour lequel nous avons une certaine expérience. Il fallait trouver un partenaire qui puisse effectuer les paiements sur place dans les chantiers sans les contraintes de déplacements pour les ouvriers. Depuis le lancement de l'opération en mars 2016, nous sommes entrés dans une vitesse de croisière. Nous sommes passés de 200 paiements en moyenne à 1000 paiements. Une partie du paiement hebdomadaire soit 70 %, est remise en espèces à l'ouvrier et l'autre partie est une épargne obligatoire pour qu'à la fin de l'opération les ouvriers aient une base financière pour les investissements futurs. Les 08 agences que nous avons dans l'Extrême-Nord nous permettent de gérer facilement cette opération.

Jean Ngongang

Chef de file des contrôleurs des travaux de mares artificielles

« Nous assurons la formation des manœuvres »

J'assure la supervision de la construction des 03 mares artificielles de Mandaigoum à Guidiguis, Djelme à Gobo et Hougno à Wina. Pour chaque ouvrage, il y a un contrôleur opérationnel avec qui je fais régulièrement le point. Nous rencontrons un certain nombre de difficultés liées au fait que c'est une phase pilote. Nous mettons un accent sur la formation des manœuvres car les ouvriers au départ ne maîtrisent pas toujours les tâches qui leurs sont assignées.

Sadjo Hamawa

Maire de Mindif

« La délinquance a connu un net recul »

Avec cette opération, certains jeunes qui se trouvaient dans les grandes métropoles sont en train de revenir s'installer au village. La délinquance a connu un net recul. Si on pouvait transformer tous les projets actuels sous la forme HIMO, ce serait une bonne chose. La commune de Mindif entre désormais dans le train de l'émergence avant 2035.

Robert Mendeu

Maire de Gobo

« Des changements dans la vie des familles »

L'enthousiasme et l'engouement sont très grands et sont portés par les nombreux changements dans la vie quotidienne des familles ayant des employés sur le chantier. Nous sommes d'autant plus satisfaits qu'habituellement, les jeunes s'éloignent des villages quand les pluies commencent pour aller travailler pour d'autres personnes dans d'autres localités. Avec ce projet, non seulement ils sont restés cette année, mais en plus ceux qui sont en ville sont revenus.

Molgom

Maire de Wina

«Amélioration du pouvoir d'achat»

L'augmentation du pouvoir d'achat des jeunes dans nos villages, l'emploi, l'exode rural stoppé, sont des éléments qui suffisent déjà à parler de réussite de ce projet qui a un impact assez fort.

David Banmou

Maire de Guidiguis

«Nous veillerons à pérenniser l'ouvrage»

Notre jeunesse était confrontée aux problèmes d'emplois qui la rendaient oisive et sujette à l'alcoolisme. Avec ce projet, nos jeunes ne trouvent plus le moyen d'aller se distraire. Nous sommes très contents de savoir que nos jeunes seront accompagnés après le chantier. Pour l'appropriation, nous comptons prendre des dispositions en allouant un certain montant à la pérennisation des ouvrages.

Jean Mbidi

Maire de Moutourwa

«L'approche HIMO sera étendue dans le budget de la commune pour l'année 2017»

Le projet a permis de réduire considérablement le chômage. Nous projetons d'ores et déjà d'étendre l'approche HIMO dans le budget de la commune pour l'année 2017.

Issoufa Terde

Maire de HINA

«Finie la consommation du Tramol (drogue) »

Cette année, aucun fils de HINA n'est sorti. Beaucoup de leurs problèmes sont résolus aujourd'hui. Même les jeunes qui fumaient le Tramol ont cessé, car le canevas de recrutement interdisait la prise de telles substances. Les femmes qui ne respectaient pas leurs maris se sont rangées depuis. C'est une initiative à vulgariser sur l'ensemble du pays. Surtout aussi pour le côté emploi des jeunes. Je peux d'ailleurs vous dire que le projet HIMO m'ouvre le chemin pour briguer un autre mandat.

El Hadj Ousmanou Oumaroun

Lamido de Hina

«Plusieurs problèmes résolus»

Je vous remercie pour ce travail. Avant la mise en œuvre de ce projet, il y avait des jeunes qui volaient, qui créaient le désordre, beaucoup n'écoutaient pas leurs parents. Aujourd'hui, le fait que tous soient au travail nous a aidé et résout beaucoup de problèmes dans notre communauté.

Barnabas Souina

Prestataire, Gérant SOBAPT Sarl

«Nous nous adaptons aux réalités du terrain»

Avec l'approche HIMO, il y a un plus grand encadrement, une meilleure distribution des richesses. Toutefois, il est nécessaire de faire constamment des adaptations sur le terrain, tant pour la formation des ouvriers chaque fois qu'on approche une nouvelle tâche, que dans le rendement.

Samsassou Bahaoussou

Infirmier, chantier de Mindif

«Je veille à la santé de 153 ouvriers»

Je fais des navettes tous les jours sur le chantier et quand je ne suis pas là, on m'appelle en cas de problèmes. J'interviens en général pour des opérations de petite chirurgie et de problèmes mineurs de traumatisme léger.

Souley Bouba

Comité de Gestion, route de Mindif

«Nous évitons les palabres sur les chantiers»

Nous étions déjà très contents rien qu'en apprenant que la route venait. Nous assurons le suivi des travaux de réhabilitation de la route Modjombori-Djamoura-Dir et évitons les palabres entre nos frères qui travaillent sur les chantiers.

Djoubaidatou

Contrôleuse opérationnelle à Guidiguis

«Veiller à la bonne exécution»

J'assure le contrôle des travaux de la mare artificielle et du forage équipé d'une pompe à énergie solaire. La maîtrise d'œuvre comporte plusieurs volets dont la validation du projet d'exécution, la direction de l'exécution des travaux.

Bissi Rissikatou

Chef chantier de Gobo

«Partager mon expérience»

Je suis Technicienne en génie civil, béninoise, originaire de Porto Novo. J'ai la charge de suivre directement les travaux de construction de la mare artificielle de Gobo. Je viens du Benin ou nous avons commencé la mise en œuvre des projets HIMO depuis 10 ans déjà.

Idrissou Mohamed

Prestataire, DG IBCC

«Nous gérons 120 personnes au quotidien»

Nous devons gérer quotidiennement pas moins de 120 personnes. L'une des difficultés auxquelles il faut faire face c'est que les prix retenus lors du montage du dossier peuvent souvent s'opposer à la réalité de terrain.

Nicodème Djopelson

Lawane du Village Djelme

«Ce projet a résorbé le problème de la délinquance»

La commune de Gobo compte deux cantons à savoir le canton Bougdoum et le canton Moussey et je suis l'un des 25 Lawans de ce dernier canton. Nous sommes assez fiers de ce projet qui a déjà permis de résorber le problème de la délinquance.

Robert Djolaba

Président du Comité de Gestion, mare de Gobo

«Nous allons veiller à l'entretien régulier de cette mare artificielle»

Grâce à cette mare artificielle, beaucoup de nos enfants qui étaient en divagation se sont rangés. La mare va nous permettre d'augmenter notre cheptel, d'où l'intérêt pour nous de veiller à sa bonne exécution, mais aussi à sa pérennisation.

Solange Gaouda

Infirmière, Chantier de Gobo

«Pas moins de 10 cas de céphalées par jour»

Je suis là quotidiennement pour soulager autant que possible les plaintes des ouvriers. Les plus récurrentes étant les céphalées, les douleurs lombaires, les retentions urinaires, les diarrhées, les accès palustre, les piqûres de scorpions, les blessures. Journalièrement ce ne sont pas moins de 10 cas que je reçois pour les céphalées.

Hélène Dounia

Relais Communautaire

«Nous accompagnons les Associations Villageoises d'Epargnes et de Crédits»

Le travail d'un Relais Communautaire est de sensibiliser les ouvriers, leurs donner des conseils. Nous les accompagnons notamment dans la mise en place des Associations Villageoises d'Epargnes et de Crédits (AVEC). Nous avons commencé notre travail par l'accompagnement à la mise en place du Comité de Gestion.

Achille Boum Mandeng

Conducteur des opérations à Hina

«Avant le projet, il fallait faire un détour de 12 Km pour arriver au marché»

On parle de réhabilitation pour cette route, mais je crois que c'est une création car l'état dans lequel on l'a trouvé fait que ce n'était pas une route accessible. C'est ce qui a beaucoup plus enclavé le village Marbak. Lors des jours de marché, il faut faire un détour de plus de 12 km pour arriver au marché.

Kodji Seni

Prestataire, DG Ets Kodji

«Il faut avoir des moyens conséquents»

La particularité des projets HIMO c'est qu'il faut avoir des moyens financiers conséquents et surtout une bonne organisation. Lorsque que vous avez 320 personnes à gérer comme c'est le cas sur ce chantier, c'est difficile. Il faut être un bon gestionnaire d'hommes.

Etat de mise en oeuvre du PNDP au 1er trimestre 2016

Tableau 1: Situation de la planification

Niveau d'avancement	Région										Total
	Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	
PCD validé par le Préfet	13	48	31	40	23	10	31	28	20	25	269
PCD approuvé au COMES	6	14		1		11		12	5		49
En cours d'actualisation	2	2		4							8
Actualisation non démarrée				1							2
Actualisation suspendue				1							1
Total	**21**	**64**	**31**	**47**	**23**	**21**	**31**	**40**	**25**	**25**	**328**

Source : Données d'activité des CRC au 31 mars 2016

Tableau 2: Situation des agents communaux

situation actuelle de l'Agent	RÉGION										Total
	Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-Ouest	
En poste	36	112	57	89	43	37	59	73	40	42	589
Poste vacant	6	16	5	5	3	5	3	7	10	8	67
Total	**42**	**128**	**62**	**94**	**46**	**42**	**62**	**80**	**50**	**50**	**656**

Source : Données d'activité des CRC au 31 mars 2016

Tableau 3: Taux de couverture des phases 1 et 2 et Taux de couverture projeté pour la phase 3

Phase	Nombre de communes couvertes	Taux de couverture
I	151	41,9%
II	329	91,4%
III	360	100,0%

Source : Plans de couverture des phases I, II et III

Tableau 4: Nombre de balances produites au 31 décembre 2015 avec le logiciel Sim_Ba

Région	Communes formées sur SIM_ba	Communes qui produisent les balances sur SIM_ba	Taux d'utilisation de SIM_ba
Adamaoua	21	9	43%
Centre	64	50	78%
Est	31	25	81%
Extrême-nord	47	33	70%
Littoral	23	10	43%
Nord	21	14	67%
Nord-ouest	34	28	82%
Ouest	40	11	28%
Sud	25	10	40%
Sud-ouest	25	15	60%
Total	**331**	**205**	**59%**

Source : Données d'activités des CRC au 31 décembre 2015

> Centre

30 comptoirs réceptionnés à Somakai

L'équipe de la Cellule régionale de coordination du Programme National de Développement Participatif (PNDP) dans la région du Centre a procédé le 3 mai 2016 à la réception provisoire des infrastructures marchandes. Il s'agit de 30 comptoirs construits dans la localité de Somakai dans la commune de Nguibassal. Le coût du microprojet s'élève à 15 003 790 FCFA. L'ouvrage marchand a pour finalité l'amélioration des conditions de commercialisation des produits vivriers par les producteurs et booster les recettes propres de la commune.

L'inauguration du microprojet a eu lieu en présence de l'équipe régionale du PNDP, des sectoriels des Ministères des Travaux Publics, des Marchés Publics et celui de l'Environnement et de la Protection de la Nature de l'arrondissement du Nyong et Kellé. •

> Ouest - Microprojets

Concertation entre prestataires et contrôleurs à Bafoussam

La rencontre mensuelle entre les prestataires et les contrôleurs des microprojets financés par le PNDP dans la région de l'Ouest a eu lieu le 7 avril 2016. La séance de concertation était présidée par Boniface Megouo, Coordonnateur Régional du PNDP Ouest qu'accompagnaient Marius Zeh Akono, Cadre chargé des Infrastructures et Marie Antoinette Nga Bébé, Assistante Responsable Régionale de Suivi Evaluation. Il était question de procéder à la restitution aux différents acteurs de l'observation des descentes de terrain effectuées sur les sites des microprojets en cours. A partir des leçons de terrain, le coordonnateur a rappelé les obligations contractuelles des parties contractantes et des préalables administratifs à satisfaire. A la fin des échanges, le Coordonnateur Régional PNDP Ouest a recommandé l'accompagnement des prestataires dans le suivi et la gestion des délais. Il a aussi recommandé le traitement avec davantage de diligence des dossiers relatifs au paiement des décomptes partiels et la mise à la disposition des prestataires les modèles de projets d'exécution pour exploitation. •

> North West

The National Coordinator Visit To The Nyen Water Management Committee

On Saturday the 28th May 2016, the National Coordinator (CN) with her team visited the Water management Committee of Nyen village, in Mbengwi Council.

The Program, in collaboration with the council invested 26,787,414 FCFA for the rehabilitation of the Nyen water scheme. During the meeting with the community, the CN observed that the Committee was having the mastery of their water system and that the Community is effectively organized for the sustainability of the investment. A good relationship was also observed between the Council Development Officer (CDO) and the Water Management Committee. A training session on the organization and functioning of the Committee was organized at the beginning of the project by the CDO, and the technician of the Committee was trained by the contractor on the maintenance of the water system. It was also observed that the CDO is having regular meetings with the water committees in order to follow up and solve some problems encountered by them. For example, the Nyen water management committee is facing a difficulty that was raised in the presence of the National coordinator of PNDP: the money for the repairs is mobilized at the level of the Village development association (CC) and they usually have delays in the actions. It was advised that the problem should be studied and discussed with all the stakeholders of the village and appropriate solutions should be identified. In conclusion, the system of follow of Project management Committees in Mbengwi is effective because the Mayor of Mbengwi is providing resources for the movements of the Council Development officer. •

> Nord

Touboro tient sa toute première aire d'abattage

Inscrite comme priorité dans le Plan Communal de Développement par les populations, l'exécutif municipal a programmé la construction de cette aire d'abattage dans son Plan d'Investissement Annuel 2016. Et depuis le 14 avril dernier, l'abattage a été réceptionné. Le coût global du microprojet est de 18 903 138 FCFA. La commune a apporté 2 835 471 FCFA pour la construction et le PNDP a versé la somme restante. Avant sa mise en service, l'équipe du PNDP dans la région du Nord a encouragé le maire à mettre en place un Comité de Gestion afin d'assurer l'entretien de l'infrastructure. Il est constitué d'une clôture dans l'enceinte de laquelle se trouvent le bâtiment principal et un forage, un bloc de deux latrines, une fosse à déchets, des équipements en petits matériels d'entretien des ouvrages. Le nouvel abattoir vient mettre fin à une activité qui se déroulait dans un lieu situé entre les habitations et polluait l'environnement. •

> Nord

Réception de 2 magasins de stockage à Mata Mada et Touboro

Les deux ouvrages réceptionnés ont une capacité de stockage de 350m³ chacun. Le coût global de réalisation du magasin de Mata Mada est de 15 564 894 FCFA avec un apport du PNDP de 13 230 160 FCFA. Celui du magasin de Touboro s'élève à 15 106 718 FCFA avec une contribution du PNDP de 12 840 710 FCFA. Les ouvrages construits sont le résultat d'un diagnostic participatif effectué au niveau des deux localités. Elles apparaissent comme de grands bassins de production agricole. Mais en l'absence d'unité de stockage, d'importantes pertes étaient enregistrées après les récoltes. Désormais après les ventes directes, les excédents seront stockés pour accroître les revenus des agriculteurs. A titre de rappel, le PNDP a financé la construction de treize (13) magasins de stockage de denrées agricoles dans la région du Nord dont certains sont achevés et d'autres en cours de construction. •

> Nord

Mohamadou Ousmaïla fait Chevalier de l'ordre du mérite

Le Coordonnateur Régional du PNDP Nord a été décoré le 20 Mai 2016 par le Gouverneur de la région du Nord.

Il a reçu la médaille de Chevalier de l'ordre du mérite camerounais. Cette marque de reconnaissance par les ordres nationaux vient ainsi couronner sa longue expérience professionnelle. Il fait partie des premiers personnels à être recrutés par le PNDP. Arrivé en 2003, Mohamadou Ousmaïla a assisté à la première réunion du Programme le 5 janvier 2004 à Yaoundé. Et depuis cette date, il a pris les commandes de la Cellule Régionale de Coordination du PNDP-Nord. Son recrutement intervenait à la suite d'une carrière débutée en février 1999 à la Sodecoton. La médaille de Chevalier de l'ordre du mérite est aussi une reconnaissance de son leadership, puisque Ousmaïla Mohamadou, 52 ans, est celui qui a passé le plus de temps à la tête d'une Cellule Régionale.

Au cours de la célébration de la 44ème édition de la fête de l'Unité, la CRC Nord a participé au Salon des administrations organisé par la Délégation Régionale de la Jeunesse et de l'Education Civique. A l'occasion, les populations de Garoua ont pu parcourir les 21 Plans Communaux de Développement (PCD) élaborés pour les communes du Nord. Des projections d'images des réalisations du PNDP ont aussi capté l'attention des visiteurs. •

> Littoral

Suivi des microprojets dans le Moungo et en Sanaga Maritime

Du 31 mai au 4 juin 2016, l'équipe régionale de coordination du Programme National de Développement Participatif (PNDP) dans le Littoral a effectué une visite de terrain dans les localités de Dizangue et Ngambe dans la Sanaga Maritime et à Melong dans le département du Moungo. Il était question de s'assurer que les sites identifiés par les communes pour la réalisation des microprojets à cofinancer avec le PNDP sont appropriés. À la même occasion, la mission de terrain du PNDP Littoral a permis de procéder à la mise en place des Comités de suivi des ouvrages à réaliser et à la redynamisation des Comités de Gestion existants.

Concrètement, en partenariat avec le PNDP, il est question de construire des logements sociaux dans la commune de Dizangue. Dans la commune de Melong, un Centre de Santé Intégré sera construit à Mankwa, et un point d'eau à Mouanguel. En ce qui concerne Ngambe, la construction d'un pont est attendue sur la rivière Iwen. La mission de terrain a permis d'intégrer les préoccupations socio-environnementales et certaines spécifications techniques. C'est ainsi qu'à la suite du prélèvement des coordonnées sur le site, des fiches contenant les préoccupations à prendre en compte lors de l'élaboration des études de faisabilité et partant de la réalisation des microprojets ont été élaborés. •

MINEPAT
MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
MINISTRY OF ECONOMY PLANNING AND REGIONAL DEVELOPMENT

PNDP
Programme National de Développement Participatif

Plus de renforcement de capacités des acteurs au cours du PNDP III

Pour la mise en oeuvre des solutions endogènes de développement

Ensemble, impulsons le développement local

WORLD BANK GROUP
afd AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT
Cameroun France Contrat désendettement & développement
UNION EUROPEENNE
FEICOM CAMEROUN
giz
CVUC DCCE
aimf
ARMP
Afrol Leadership Open Government Data

CNC, Nouvelle route Bastos, Face PNUD
BP: 660 Yaoundé-Cameroun - Tél.: +237 222 213 664 - Fax: +237 222 213 663
Email : pndp@pndp.org - Site web : www.pndp.org

CAMEROUN

COMPRENDRE pour mieux exécuter le BIP 2016

Tableau 1: Evolution du Budget de l'Etat (en milliards de FCFA)

	Exercice 2013		Exercice 2014		Exercice 2015		Exercice 2016	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget Global	3 729,3	3 236,0	3 452,3	3 312,0	4 160,2	3 992,6	**4 872,9**	**4 234,7**
BIP en volume	1450,3	957,0	1140,3	1 000,0	1 413,5	1 246,0	2 151,7	1 525,8
Part du BIP sur le Budget Global	38,9%	29,6%	33,0%	30,2%	34,0%	31,2%	44,2%	36,0%

Source : MINEPAT/DPIP

La dotation globale consacrée à l'investissement public en 2016, est de FCFA 2151,7 milliards en Autorisations d'Engagement et FCFA 1525,8 milliards en Crédits de Paiement. Ainsi, ce BIP qui connait en Crédits de Paiement une progression de 22,5%, porte la part du BIP au budget global à 36% contre 31,2% en 2015, soit un accroissement de 4,8 points.

Tableau 2 : Répartition du BIP en CP par Source de Financement (en milliards de FCFA)

Source de Financement	2013	2014	2015	2016	Variation 2013 - 2016
Ressources Internes (RI)	676,0	709,0	725,0	1 000,8	38%
RIO	646,0	688,0	697,2	578,0	-17,1%
RIS (C2D)	30,0	21,0	27,8	27,8	0,0%
PLANUT			30,0	275,0	816,7%
CAN			66,0	120,0	81,8%
Ressources Externes	**281,0**	**291,0**	**425,0**	**525,0**	**23,5%**
Total	**957,0**	**1 000,0**	**1 246,0**	**1 525,8**	**22,5%**

Source : MINEPAT/DPIP

Tableau 3: Répartition des CP du BIP par Secteur (en milliards de FCFA)

Secteurs	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Poids relatif dans le BIP 2016 (en %)
Souveraineté	38,2	47,2	60,5	28,2	1,8
Défense et sécurité	14,5	14,6	9,2	49,5	3,2
Administration générale et financière	64,1	68,9	61,0	40,9	2,7
Enseignement, formation et recherche	58,1	66,9	71,8	60,6	4,0
Communication, culture, loisir et sport	14,8	17,6	16,9	5,0	0,3
Santé	71,5	76,5	107,0	132,5	8,7
Affaires sociales et emplois	13,7	18,9	17,3	15,2	1,0
Infrastructures	428,1	464,0	602,7	981,8	64,3
Production et commerce	105,6	117,0	161,6	152,0	10,0
Dépenses communes	**148,4**	**108,4**	**78,1**	**60,3**	**4,0**
Total	**957,0**	**1 000,0**	**1 246,0**	**1525,8**	**100,0**

Source : MINEPAT/DPIP

BIP : Budget d'Investissement Public
AE : Autorisation d'Engagement
CP : Crédit de Paiement
RIO : Ressources Internes Ordinaires
RIS : Ressources Internes Spéciales
PLANUT : Plan d'Urgence Triennal
CAN : Coupe d'Afrique des Nations

Une publication du Ministère de l'Economie,
de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
B.P. 660 Yaoundé - www.minepat.gov.cm
Tél. (237) 222 220 922 - Fax: (237) 222 236 607